

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Ouvrier tu as voté Front populaire  
Mais tes exploiters se rient du suffrage universel  
Souviens-toi de juin 1936 et compare avec 1937  
N'aie confiance qu'en l'action directe

## Le scandaleux emprisonnement de Léger dure encore

Oui, Robert Léger est toujours en prison; cela fera bientôt un mois d'emprisonnement préventif que ce militant anarchiste subit; cette mesure a uniquement pour but de donner satisfaction aux réactionnaires de toutes nuances, en leur montrant que le Front populaire sait frapper à gauche.

Au cours de l'année écoulée des dizaines de dépôts d'armes ont été découverts chez des Croix de Feu; dans tous les cas les inculpés étaient mis en liberté provisoire quelques jours après la perquisition, par contre la demande de M<sup>me</sup> Suzanne Levy, avocate de Léger, tendant à sa libération provisoire vient d'être brutalement repoussée.

Le fait qu'un socialiste, Vincent Auriol est Garde des Sceaux aggrave simplement la situation; les ministres socialistes ont terriblement la frousse d'être accusés de favoriser les militants de gauche et réservent toutes leurs rigueurs à ceux-ci.

C'est pour le même motif que le régime politique est refusé à notre camarade; le ministre socialiste sait pourtant parfaitement que Léger a été surtout actif comme syndicaliste, cela on ne lui pardonne pas, pourtant notre ami a assez de camarades dans la centrale syndicale qui pourront certifier qu'aucune présomption quant aux quelques armes trouvées chez lui ne peut orienter l'inculpation vers des actes de droit commun.

Mais les ministres sont dans leur rôle; ce qui est plus révoltant c'est le silence odieux des organisations syndicales et des militants syndicalistes.

Ainsi, voilà un camarade actif, des jeunes syndicalistes, du syndicat des cuisiniers, de la Fédération de l'alimentation qui non seulement est incarcéré mais au préalable saisi, calomnié, confondu à dessein avec les « Cagoulards » par l'Humanité, accusé d'avoir eu un rôle louche dans la grève des H.C.R.B. par Ce Soir. Que font les syndicats? Rien ou presque rien.

Un faible communiqué du syndicat des cuisiniers dans le Peuple; une protestation de Rougon dans Syndicats une autre dans la Révolution prolétarienne. Mais les militants connus, mais les « intellectuels » mais toutes ces personnalités prêtes à signer manifeste sur manifeste quand il s'agit d'une action lointaine, que font-ils maintenant qu'ils sont en présence d'une prison française et d'un gouvernement où ils comptent des amis? Mais surtout où reste la protestation de Charles Patat, secrétaire syndical de l'alimentation? Qui c'est à Charles Patat, militant syndicaliste que nous nous adressons, lui qui connaît Léger, qui il y a un an à peine militait à ses côtés, lui qui était d'accord sur l'urgence de la « défense contre le fascisme », va-t-il continuer à se taire piteusement et odieusement?

Le fonctionnarisme l'a-t-il déjà atteint à ce point?

FELIX GUYARD.

N.B. — Il va falloir mener campagne pour libérer tous les Léger, il faut les soutenir dans les prisons du Front Populaire ou l'on fait crever les détenus comme dans toutes les prisons, ils ont besoin de notre aide, aidez-les.

Regu ce jour en faveur du camarade Léger :

Groupe d'usine de chez Cams....	163 fr.
Lioré Olivier .....	141 fr.
Rateau .....	138 fr.

## UNE ABJECTION

### Comment le Front populaire respecte le droit d'asile

Trois ouvriers italiens qui fuyaient le fascisme sont livrés à leurs bourreaux !

C'est avec l'indignation que l'on conçoit que nous avons pu lire dans la presse l'information suivante qui en dit long sur la tolérance gouvernementale envers les agissements odieux de la gent policière qui exerce ses talents à la frontière italienne : La chose s'est passée la semaine dernière et n'a soulevé à notre connaissance aucune protestation.

FUYANT LEUR PAYS TROIS ITALIENS SONT DECOUVERTS, AFFAMES DANS UN WAGON PLOMBÉ

En ouvrant les portes d'un wagon plombé contenant des citrons, des douaniers de la gare de Modane eurent la surprise de constater la présence de trois hommes étendus sur le plancher.

Invités à expliquer leur présence, ces derniers, après avoir réclamé à boire, expliquèrent leur mésaventure. Désireux de fuir le dur régime de Mussolini, Prietiera, Scandino et Samuelli s'étaient introduits, en Italie, dans le wagon en partance pour la France.

## PAR-DESSUS LES GOUVERNEMENTS...

### Action directe contre le fascisme

Les organisations politiques antifascistes de France, et sans doute d'ailleurs, continuent à spéculer sur l'intervention des gouvernements démocratiques pour sauver l'Espagne de l'étreinte fasciste. Il n'est pas de déception nouvelle qui puisse ouvrir les yeux de certains optimistes s'obstinant à croire à la vertu des démocraties politiques. Ils ont applaudi aux résultats de la Conférence de Nyon. Ils ont applaudi à la dernière note franco-anglaise adressée à l'Italie, et invitent celle-ci à participer à une entrevue où serait envisagé le retrait des volontaires étrangers actuellement en Espagne, et éventuellement la reconnaissance des droits de belligérant au général Franco. La réponse du Duce, cependant, est une fin de non-recevoir. Celui-ci exige avant tout la participation de l'Allemagne aux négociations, ce qui signifie qu'il entend faire durer les négociations aussi longtemps qu'il pourra. Et quand il sera enfin obligé de prendre des engagements précis, il s'efforcera d'en atténuer jusqu'à la rendre vaine la portée réelle.

De toute évidence, il est absolument inutile de réclamer davantage de ces procédures diplomatiques. Depuis plus d'un an, elles ont épuisé toute leur efficacité, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent, en aucune manière, apporter le moindre secours à l'Espagne gouvernementale. Ce n'est pas à dire qu'elles ne seront point poursuivies. Mais elles perdront de plus en plus leur caractère « espagnol » et accentueront d'autant leur caractère impérialiste. Ce qui préoccupe actuellement les gouvernements de France et d'Angleterre, c'est beaucoup moins le sort qu'on réservera aux volontaires, c'est-à-

dire, en dernière analyse, le sort de la guerre qui se déroule en Espagne, que le maintien du statu quo méditerranéen. La est l'essentiel. Les gouvernements admettront toutes sortes d'arrangements, de compromis, d'abandons, de mensonges; ils accepteraient même une éventuelle victoire de Franco qui ne fût point une trop éclatante victoire de l'Italie et de l'Allemagne... Plus ! ils souhaitent une liquidation de « l'aventure espagnole » qui évite l'alternative : fascisme ou socialisme. Mais ce qu'ils ne permettront jamais, c'est que l'Italie s'installe aux Baléares et l'Allemagne au Maroc. Là-dessus, l'opinion française la plus ouverte ment favorable à l'idéologie fasciste, les journaux qui encensent chaque jour les dictateurs d'Allemagne et d'Italie sont complètement d'accord avec le gouvernement qu'ils combattent par ailleurs. Avant tout, que les positions de l'empire soient défendues, que nos communications avec l'Afrique du Nord soient assurées. Sur ce point, il est impossible, écrit le *Matin*, de ne pas faire preuve de fermeté.

Ainsi se trouve tracée la limite qui sépare la guerre de la paix. Limite équivoque. Car il est clair que si le gouvernement italien, par exemple, s'est engagé à fond dans la guerre d'Espagne, ce n'est point pour en retirer de vagues satisfactions d'amour-propre ou, comme le Duce le déclare, pour écraser le bolchevisme. Inversement, ce n'est point par amour pour la démocratie libérale que Staline soutient avec plus ou moins de zèle le gouvernement Negrin et que l'Angleterre et la France demeurent dans une réserve vigilante. Enlever à la guerre d'Espagne tout caractère impérialiste est donc pro-

prement une impossibilité et ainsi, faire le partage entre deux problèmes rigoureusement liés ressortit à l'utopie dont trop souvent l'opinion publique se contente.

Sans forcer autrement la vérité, on pourrait dire, bien au contraire, que, dans la mesure où la lutte de classes, premier moteur de la guerre en Espagne, a perdu de sa force, le caractère impérialiste de cette guerre s'est précisé au point que les généraux ou hommes d'Etat espagnols n'apparaissent plus que comme des fantômes et des exécutants dont les initiatives sont désormais limitées. L'attention des gouvernements est ailleurs. Elle est dans la sauvegarde des intérêts capitalistes qui leur sont confiés, et qu'ils défendent même au prix d'une guerre. Et il ne peut pas en être autrement.

Mais la classe ouvrière de ce pays a son mot à dire. Si elle comprend bien qu'elle ne doit rien attendre que de son action propre et non de celle des gouvernements, elle cessera d'accepter passivement de suivre la route qui, de conférence en conférence, c'est-à-dire d'abdication en abdication, mène à la défaite et, à une échéance plus ou moins éloignée, à la guerre. Elle entendra l'appel que la F.A.I. lui adressait dans le dernier numéro de notre journal, l'appel à l'action directe contre le fascisme par-dessus les gouvernements, y compris celui qui s'intitule de Front Populaire. Elle ne permettra pas que le magnifique soulèvement du 18 juillet n'aboutisse, par sa faute, qu'à rendre plus dure la destinée des travailleurs d'Espagne et plus précaire la paix du monde.

LASHORTES.

## Contre les saboteurs de la révolution espagnole

### LE MEETING DE L'U. A. A CONNU UN SUCCÈS ADMIRABLE

Il a été un soufflet pour les traîtres et les fourriers de Franco

Il sera difficile de contester désormais que l'Union anarchiste représente dans la région parisienne la seule force prolétarienne demeurée authentiquement révolutionnaire. Le succès considérable de notre meeting de vendredi à la Mutualité l'atteste d'une manière catégorique.

Qu'on y songe. Nous faisons appel, cette fois, aux ouvriers parisiens non pour une démonstration de solidarité sentimentale et hélas sans lendemain, en faveur de l'Espagne anti-franquiste. Mais nous appelons les plus clairvoyants d'entre eux, les plus soucieux aussi du sort de la révolution à considérer ce que les Shylocks stalinien et les politiciens avaient fait, après une année de travail, du puissant bloc antifasciste cimenté le 19 juillet.

Oui des Shylocks car ils se sont bien payés dans la chair du prolétariat espagnol de l'aide qu'un moment ils lui apportèrent.

Toute l'Espagne sous le knout, disions-nous. Nos orateurs ont démontré que ce n'était pas seulement une image, mais une tragique réalité. Ah ! certes comme il eût été plus facile de se contenter de prôner une unité d'action, démentie chaque jour, et chaque jour un peu plus disloquée, par les stalinien !

Nous avons choisi une tâche plus ingrate. Celle que nos camarades d'Espagne ne peuvent mener et qui nous incombe, la tâche de dénoncer les stalinien et les politiciens bourgeois dont la rapacité politique a brisé l'élan révolutionnaire, détruit l'unité anti-fasciste, et favorisé systématiquement le jeu de Franco. Car c'est là qu'il faut toujours en venir. C'est ce que nos militants doivent sans cesse rappeler. Le meilleur artisan des succès de Franco, C'EST LE STALINISME. C'est le stalinisme qui a provoqué le 3 mai. C'est le stalinisme qui par sa Tcheka a fait assassiner les meilleurs militants révolutionnaires et imposé la politique de répression contre la C.N.T., F.A.I. et le P.O.U.M. C'est le stalinisme qui a organisé contre les masses prolétariennes les débris de la bourgeoisie. C'est le stalinisme qui vient de précipiter la rupture socialiste, et n'a pas hésité, en pleine lutte, à créer au sein de l'U.G.T. une scission criminelle. L'histoire sera sévère pour les artisans de cette politique abominable, qui après avoir conduit en Europe Centrale le prolétariat à toutes les défaites, s'ingénia à compromettre sa victoire dans le seul pays où il avait, sous l'impulsion déterminante des anarchistes, mis le fascisme en échec.

Ce sont là des vérités dures à entendre. On comprend qu'elles déplaisent à nos nacos. Aussi notre meeting avait-il été l'objet d'un sabotage tout particulièrement « soigné ». Police et stalinien s'étaient en quelque sorte partagé la besogne pour étouffer notre protestation. Nulle affiche qui résistait. Elles étaient lacérées, dès qu'approchées.

Frémont, le premier orateur inscrit, mit l'accent avec force sur cette collusion naco-policrière, qui espérait amoindrir notre protestation.

On nous avait même laissé entendre que notre meeting pourrait être troublé. Il n'en fut rien. Douteux, qui présidait, eut soin d'avertir avec énergie, pour débiter, qu'aucune perturbation ne serait tolérée. Jamais réunion fut plus digne. Une salle de 4.000 personnes suivit les exposés des orateurs avec un calme remarquable.

Mais il est bon de dire que les micros n'amplifièrent aucun « coup de gueule » frénétique. Pas d'emphase grandiloquente. Mais des faits clairs et démonstratifs.

C'était un fait clair que de rappeler, comme le fit Frémont, que sans les anarchistes, la coalition des forces de gauche eût été balayée comme un fétu au vent par Franco au 19 juillet. A cette date, le P.S.U.C. qui depuis s'est acquis une si triste célébrité en organisant contre la classe ouvrière la bourgeoisie catalane, n'existait même pas.

C'était un autre fait incontestable que dénonça Fourcade quand il dit que chaque balle russe avait été payée d'une diminution des conquêtes révolutionnaires. Mais les réalisations économiques qui ont donné un sens social à la lutte contre Franco exaspéraient aussi bien les bolchevistes qu'elles inquiétaient les gouvernements étrangers qui, démocratiques ou fascistes, s'ingénierent chacun à sa manière à étrangler la révolution. Ainsi les polichinelles du capitalisme ont tiré chacun leur ficelle : les pays « démocratiques » celle de la non-intervention; les pays fascistes celle de l'intervention à outrance.

Et cependant devant cette coalition formidable, le prolétariat ibérique a tenu et tient. Il tiendra encore même contre les politiciens stalinien et nous reviendrons dans cette salle, conclut Fourcade avec force, pour célébrer son triomphe, qui sera celui du prolétariat mondial.

On a dit, rappelle Huart en débutant, qu'il était profondément regrettable que des luttes intestines se soient produites dans l'Espagne gouvernementale à un moment aussi tragique. Mais les anarchistes espagnols ont vraiment eu toutes les patiences. Par contre les politiciens stalinien et leurs alliés ne désarment pas et continuent systématiquement leur œuvre criminelle de désunion.

(Voir la suite en 3<sup>e</sup> page.)

## Aux gagnants de la tombola

Nous demandons aux possesseurs de billets de la tombola organisée au profit des orphelins d'Espagne de consulter la liste des numéros gagnants qui a été publiée dans le « Libertaire » du 23 septembre et dans plusieurs organes d'avant-garde. Nous tenons des listes à la disposition de ceux qui n'ont pas eu l'occasion d'en lire la publication.

Qu'ils se hâtent de réclamer les lots gagnés car, passé le 15 novembre, ceux-ci deviendront la propriété du Comité qui en tirera profit au bénéfice des orphelins de la colonie de Llanas.

LE COMITE POUR L'ESPAGNE LIBRE.

## Le Congrès de l'Union anarchiste

Ainsi que nous l'avons annoncé la semaine dernière, notre Congrès est reporté au samedi 30 octobre, dimanche 31 et lundi 1<sup>er</sup> novembre. Il se tiendra aux Sociétés Savantes, rue Serpente.

Bien entendu, les dispositions précédentes restent les mêmes. C'est pourquoi nous insistons auprès des groupes de province pour qu'ils se fassent largement représenter à ce Congrès, en raison de l'importance des problèmes qui seront débattus et des décisions à prendre. Rappelons que la Fédération parisienne a pris toutes dispositions pour faciliter l'hébergement de leurs délégués.

## A propos du pacifisme absolu (I)

### La croyance au "miracle"

La presque totalité des pacifistes qui n'admettent en aucune circonstance le recours aux moyens violents et que, pour cela et pour les distinguer des autres, j'appelle les pacifistes « absolus » se recrutent parmi les partisans des méthodes tolstoïennes et gandhistes, parmi les adeptes de quelques sectes chrétiennes et dans le monde des quakers.

Tous prétendent que les valeurs spirituelles finissent, toujours et par la seule puissance qui leur est inhérente, par triompher des valeurs matérielles; tous affirment que, d'elles-mêmes et sans coup férir, les forces morales contraindront, un jour, à capituler les forces matérielles qu'elles combattent; tous, plus ou moins pénétrés des catéchismes spiritualistes, se disent convaincus que les luttes de toute nature se concrétisent dans la bataille millénaire entre la Matière et l'Esprit et que cette formidable bataille prendra fin, grâce à la supériorité de l'Esprit, par le triomphe éclatant et définitif de celui-ci.

J'ai eu l'occasion de croiser le fer — si j'ose me servir de cette expression — avec plusieurs de ces partisans farouches de la non-violence.

Le débat le plus serré fut celui dans lequel j'eus pour adversaire mon vieil ami le Docteur F. Elosu, anarchiste, mais tolstoïen.

La controverse eut les honneurs du numéro de novembre 1922 (on voit que la discussion n'est pas d'hier) de l'ancienne *Revue Anarchiste* et, les termes du problème à résoudre n'ayant pas changé, je pense que, dussé-je donner à cette étude une longueur que je n'avais pas prévue, il est intéressant de faire connaître au lecteur les deux aspects de la question.

\*\*

ELOSU ECRIVAIT :

« Une rénovation véritable n'est pas un chambardement tumultueux et incohérent, mais une prise de possession sérieuse et méthodique par le Travail, pour le Travail. »

ET JE REPONDAIS :

« Je crains bien que, pour donner plus de force à sa pensée, Elosu n'ait, ici, outre à plaisir le contraste qu'il tend à établir entre le chambardement tumultueux et incohérent et la prise de possession sérieuse et méthodique par le Travail, pour le Travail. Je sais que pour produire son plein effet, il faut que le contraste soit, dans sa forme, brutal, impressionnant, saisissant, total. Mais quand il s'agit d'un débat d'idées, il importe que la forme ne soit que l'expression claire, exacte et sans boursoffure de la pensée. »

« Elosu a raison de prétendre qu'un chambardement tumultueux, incohérent, c'est-à-dire sans ordre et sans but, n'est pas une rénovation véritable. Mais il a tort d'opposer à cet hypothétique chambardement dépourvu de causes précises et de fins déterminées, une prise de possession qu'il imagine, tant il désire qu'elle soit telle, sérieuse et méthodique. »

« De quelles données part-il pour qualifier à l'avance d'incohérent et de tumultueux le chambardement que nous appelons plus communément la Révolution sociale? Et de quoi s'autorise-t-il pour prévoir une prise de possession méthodique et sérieuse par le Travail, pour le Travail? »

« La Révolution Sociale nous apparaît comme le point culminant et terminus d'une période plus ou moins longue d'éducation, d'organisation, d'agitation intérieure, d'effervescence extérieure, de préparation et d'entraînement à une action des masses; nous ne saurions la concevoir autrement. »

(Lire la suite en 3<sup>e</sup> page.)

(I) Voir Le Libertaire numéros 565, 566, 567 et 570.



# Aux grands maux...

Nous apprenons que toutes les femmes du quartier de East Side, un des faubourgs les plus peuplés de New-York, ont décidé, pour protester contre les taudis que leur misère les oblige à habiter, de faire la « Grève des ventres », c'est-à-dire de se refuser à procréer tant que la société ne garantira pas à leurs enfants un gîte décent et des conditions de vie acceptables.

« Nous ne voulons pas, disent-elles, faire des enfants pour qu'ils deviennent des gangsters ».

Elles auraient pu ajouter : « ou des soldats », ces derniers étant dans l'espèce des gangsters la variété la plus dangereuse, étant donné l'impunité dont ils bénéficient, et la plus stupide puisqu'ils ne tuent même pas pour leur propre compte.

Quoi qu'il en soit, l'attitude ferme et intelligente de celles qui n'acceptent pas d'être plus longtemps les complices de la société infâme et imbécile qui nous asservit vaut d'être donnée en exemple à tous ceux que révoltent les iniquités. Si de telles méthodes se généralisaient, si chaque « roturier » refusait ce que le capitalisme attend de lui : des esclaves pour ses usines, des femmes pour son plaisir et des militaires pour ses champs d'honneur, l'évolution sociale se ferait automatiquement et plus efficacement qu'avec des bulletins de vote ou des batailles de rues.

Dans un roman pour lequel il fut d'ailleurs condamné et qui déclina, contre lui la haine féroce de la bourgeoisie et des réactionnaires de gauche, le pamphlétaire anarchiste Fernand Kolney présentait ainsi un « faiseur d'anges » :

« Le docteur Morinot avait de sa mission sociale une conception autrement belle, autrement grandiose que la plupart de ses confrères. Fils d'un pauvre ouvrier doreur sur bois qui éleva six enfants, il avait vécu sa prime jeunesse parmi les milieux de misère ouvrière, et une compassion secourable pour ses anciens frères de classe l'avait acheminé vers le seul, vers l'unique moyen de soulager efficacement la détresse du prolétariat. Instruit à l'école primaire, il était un des rares fils du peuple qui avait pu accéder à l'enseignement secondaire. Le diplôme conquis grâce à d'innombrables privations, il n'avait pas été déterminé comme tant d'autres par le souci exclusif de s'enrichir et de faire oublier ses origines. Il n'était pas de la race des Burdeau, des Charles Dupuy qui, fils de manœuvres, éduqués grâce à ce que la Démocratie a pu arracher de justice aux classes nanties, s'empresaient ensuite de trahir le peuple et d'aller renforcer, en combattants imbéciles, le nombre des exécutés bourgeois. Il avait compris aussi qu'on ne sauve pas le monde avec de la rhétorique et, répétant à l'envi parmi les suiveurs de Jaurès, parmi l'E-

## Deux mots à « Terre libre »

Nous nous sommes fait une règle de ne pas répondre aux attaques dirigées contre l'U. A. et le Libéraire par Terre Libre. Mais le dernier numéro de ce journal nous oblige à sortir de cette réserve. Non parce qu'il nous prend directement à partie, mais parce que cette attaque s'appuie sur un fait en dehors de notre propagande particulière. Il s'agit de la création, sous l'égide officieuse de la C. N. T., du journal espagnol, la Nouvelle Espagne antifasciste.

Voici ce qu'on lit dans le dernier numéro de Terre Libre :

« Le plus curieux est que le lancement de la Nouvelle Espagne antifasciste confusio-nniste et politicienne, est ardemment patronné par la rédaction du Libéraire et par l'U. A., alors que ces mêmes éléments boycottèrent et traitèrent en ennemi la première Espagne antifasciste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste, éditée par un comité d'unité C. G. T. S. R. F. A. E. U. A., en liaison étroite avec la C. N. T. F. A. I. Comprenez qui pourra : autrefois, ceux du Lib' se plaignaient d'être tués par la concurrence de l'Espagne antifasciste ; aujourd'hui, ils semblent enchantés de voir un organe du Frente Popular leur enlever une partie de leur public... »

Voici notre réponse qui n'est pas à l'adresse de la rédaction de Terre Libre qui connaît mieux que quiconque les raisons réelles des avatars de la première Espagne antifasciste, mais des lecteurs de bonne foi qui pourraient être abusés par ces insinuations fleureuses et mensongères quand elles ne sont pas purement imbéciles :

Nous n'avons en rien patronné la Nouvelle Espagne antifasciste, dont la création revient entièrement aux camarades espagnols, et nous nous sommes bornés à insérer — gratuitement — deux placards annonçant la parution. Cela ne préjuge rien de notre sentiment personnel :

2° Nous avons si bien traité la première Espagne antifasciste « ennemie », que nous avons inséré (n° du 4 septembre 1936) un placard sensiblement équivalent à ceux du nouveau journal :

3° Quant à la suite, ce n'est tout de même pas de notre faute si l'Union anarchiste a été exclue du Comité anarcho-syndicaliste, dont Terre Libre nous dit que l'Espagne antifasciste était l'organe :

4° « Ceux du Lib' » — comme dit Terre Libre — se permettent de sourire quand ils voient écrit « qu'ils se plaignaient » d'être tués par la concurrence de l'Espagne antifasciste.

Nous sommes des morts qui, maintenant comme alors, nous portons fort heureusement assez bien :

5° Quant à nous montrer « aujourd'hui, enchantés de voir un organe du Frente Popular nous enlever une partie de notre public » (Ah ! qu'en termes galants...) nous avouons que ces considérations boutiquières nous laissent profondément indifférents. Et notre « public » sait fort bien ce qu'il a à faire.

Maintenant, et pour conclure, nous rappellerons simplement à nos lecteurs que l'indépendance du Libéraire est d'autant plus grande à l'égard de la C. N. T. et des autres organes à l'étranger que nous ne risquons pas, nous, de voir interrompre notre parution parce que « les vivres » de la C. N. T. viendraient à nous être « coupés », comme ce fut le cas, n'est-ce pas, pour la première Espagne antifasciste.

Le Libéraire ne vit, lui, que de son tirage et de ses souscriptions de ses lecteurs. Ceci dit pour les éternels donneurs de leçons de morale... — La Rédaction.

nuquet du collectivisme, il s'était lui, isolé, courageusement mis à la tâche pour lutter, à l'aide de son seul savoir, de sa seule conscience, contre la douleur humaine. L'origine du mal, la cause de la misère, résidait en ce que les pauvres à l'encontre des riches, ne savaient pas éviter l'enfant. Lui, médecin, lui, fils d'asservis, rendrait à son milieu l'assistance que tout jeune il en avait reçu : il énoncerait aux humbles le moyen de se débarrasser de la procréation, mieux que cela : il libérerait les malheureux qui viendraient à lui. C'était le « médecin-avorteur », au rôle magnifique, que toute civilisation devrait opposer au médecin-acoucheur. Bellement, avec un mépris superbe des conventions, des préjugés, des opinions manufacturées d'avance, de la réprobation universelle, il s'était mis à l'œuvre, résiliant d'avance l'ambition de toute clientèle, l'espoir de tout bien-être et de tout lustre social. Car le bourgeois qui pratique hypocritement la chose ne saurait en concéder la légitimité au Pécus dans lequel toujours, il veut puiser le salaire, la prostitution et le soldat.

Et Kolney en exergue du chapitre inscrivait magnifiquement cette phrase lapidaire : « Pour les pauvres, l'avortement n'est pas un droit, c'est un devoir. »

Ces principes malthusiens qui portent en eux la révolution sociale sont aujourd'hui totalement méconnus d'une classe ouvrière qui prétend cependant à sa libération. Dernière, dans une localité industrielle elle-même, candidat aux élections pouvait s'écrier, avec plaudissements d'un auditoire essentiellement prolétarien : « Nous avons des voisins turbulents, d'une population nombreuse et il faut que la France ait aussi de nombreux enfants pour se défendre contre leurs entreprises. »

On ne dit pas plus clairement aux femmes : « Faites-vous des gosses sains et solides pour qu'à vingt ans nous puissions vous les faire tuer. » Et les mères, stupides comme des génisses, acceptent d'un cœur léger de remplir cet odieux office sans mesurer leur inconscience et la responsabilité qu'elles portent devant leur descendance, marquée dès avant sa naissance d'un si tragique destin.

De droite à gauche l'unanimité se fait sur ce mot d'ordre et le capitalisme, tel un fermier qui demande à ses truies de nombreuses portées, réclame de ses asservies une « grande progéniture. Ses fidèles valets, les politiciens de toute nuance, se font ses porte-paroles et dernièrement Gitton lui-même, que son nom, malgré qu'il « fleurisse bon le terroir de chez nous » (Humanité dixit), prédestine néanmoins à des accouplements stériles, partait en croisade contre la « dénatalité de la France. »

Le salut du prolétariat est à l'inverse. Une fois ceux qui s'insurgent contre une société aussi abjecte qu'imbécile sachent utiliser les armes en leur pouvoir. Luttant contre les taudis immondes qui leur sont dévolus pour abriter leur nichée, les misérables de New-York ont compris l'efficacité de la grève des berceaux. Gageons que ce moyen s'avérera plus radical que celui employé en France pour le même office et qui consiste à faire quémander des aumônes par des vieilles filles refoulées muées en tapageuses professionnelles, et qui tout au long d'un dimanche agitent la scèbe sous le nez des inoffensifs promeneurs.

MAURICE DOUTREAU.

## Oraison funèbre pour Vaillant-Couturier

Vaillant-Couturier est mort. C'était un bon journaliste, un écrivain d'un certain talent. Mais c'était surtout un excellent exécuteur des consignes staliniennes. Vivant, nous pouvions lui vouer une admiration plus que dans la mesure où sa disparition n'avait le cœur de beaucoup d'ouvriers qui croient sincèrement avoir perdu en lui un défenseur.

Vaillant-Couturier, c'était le Démagogue-type, l'homme de tous les renoncements. Il commençait sa carrière littéraire en écrivant des Sonnets à la Vierge. Ce mysticisme naïf de jeune homme eût pu plaire en faveur de sa fraîcheur d'âme. C'est alors qu'il eut sa seconde révélation : c'était la guerre, il devint peu après révolutionnaire. Il ne manquait pas alors d'un certain cran. Je me souviens, au 1<sup>er</sup> mai 1920, l'avoir vu faire courageusement, près de la porte Saint-Denis, le coup de poing avec les flics. Puis le temps passa. La Patrie s'épurait comme avec une passoire. Que de Juifs, que de « chefs amis » qui étaient ses amis, ses frères de lutte et qui les uns après les autres, tombaient dans l'hérésie, et étaient délaissés relaps. Vaillant-Couturier, lui, demeurait. Un moment, il sentit bien lui aussi un peu le fagot. Mais il se ressaisit vite et devint un incompensable rédacteur en chef de l'Humanité. Il n'y avait plus qu'à le tenir. Ça qu'il fit.

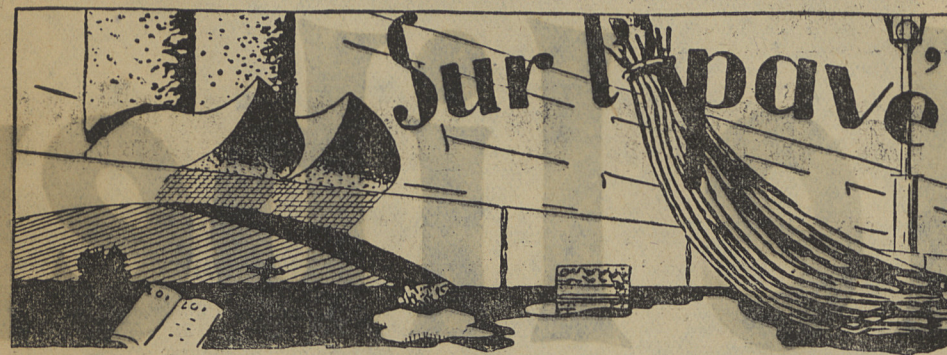
C'est ainsi que, sous son règne, on vit, selon les consignes de Staline, le journal du P. C. passer de l'antipatriotisme le plus échevêlé à un nationalisme après lequel celui de Déroulède eût pâli. De la même plume qui avait écrit le Péro Juillet, — violente satire des mœurs épicuriennes et tricolores du Français moyen — Vaillant-Couturier écrivait ces enflammés articles où le P. C. revendiquait la « France aux Français » ou bien l'union de la nation.

Avec la même ardeur qui le poussait à prôner la haine des « gueules de vaches » — lui ancien officier — ce qui coûtait la liberté à beaucoup de braves types qui prenaient ces exhortations au sérieux, on le vit exalter l'armée « républicaine » et cette odieuse politique de militarisme et d'union sacrée qui destine le prolétariat français à la boucherie.

Pauvre Vaillant ! Au fond il était à plaindre. Car aucune de ses apostasies n'était le reflet d'une sincérité même provisoire. C'était l'homme vidé, moralement fini. Quel désert il devait y avoir en lui ! Ceux qui l'approchèrent s'accordent à dire qu'il n'avait plus aucune foi réelle en rien. On devine qu'il n'avait même plus ce scepticisme acquis par l'expérience, qui parfois renforce la confiance dans l'idéal et préserve des déceptions qu'amène le contact des concepts avec les faits.

Son ambition ne se bornait plus qu'à être le rédacteur en chef du journal le plus menteur de ce pays. Sa mort est donc assurément une perte pour l'Humanité. — Le journal du prolétariat, qui n'était qu'un des plus néfastes dirigeants ?

LOUIS ANDER.



## Tout augmente

Tout augmente ! Voilà le refrain que l'on entend sortir de toutes les bouches.

C'est un fait : tout augmente.

Les produits dits de première consommation : viande, légumes, pain, lait, etc., voient leurs prix suivre une ligne ascendante qui tend de plus en plus à la verticale.

Et ce n'est pas fini. Les loyers n'ont pas encore dit leur dernier mot.

Il convient de ne pas oublier le « coup de fusil » du perceprieur, qui est à l'avenant.

Les salaires ont bien, eux aussi, quelque peu augmenté. Mais c'est toujours dans une proportion qui n'est pas en rapport avec ce qu'on nomme : le coût de la vie.

Pour remédier à ce déplorable état de choses qui tend à devenir catastrophique, les économistes de toutes distinctions, les partis politiques, les syndicats (qui ne reflètent le plus souvent que l'opinion de ces partis) préconisent des plans, systèmes, font assaut de suggestions, propositions, mises en demeure et exhortations, qui, hélas, ne sont que cerbère plus ou moins démagogique et ne résistent pas à un examen sérieux.

Car on ne peut pallier aux effets sans s'attaquer aux causes.

Voudriez-vous me citer une catégorie quelconque de politiciens qui ait entrepris de supprimer des causes profondes du marasme économique actuel ?

Voilà un défi qui ne risque pas d'être relevé.

Il y a bien un parti qui se dit encore prolétarien, je me garde d'écrire le mot révolutionnaire, et qui fait profession de s'intéresser à la dépense du bistrot des travailleurs.

Hélas ! trois fois hélas ! le parti dit communiste est passé avec armes et bagages à la réaction fasciste.

N'allez pas croire pourtant qu'il ait laissé sous silence la constante aggravation des conditions de vie actuelles.

Pour bien attester sa parfaite connaissance de la question et afin que nul n'en ignore, il a fait placarder à des milliers d'exemplaires, et en même temps que plusieurs autres, une affiche intitulée « Tout augmente » et dont la conclusion est un saouloir : « Français, unissez-vous ! »

Il y a sans doute assez longtemps que l'on proclamait que l'union des prolétaires ferait ceci et cela, maintenant c'est l'Union des Français qui peut être efficace.

M. de La Rocque ne serait pas déplacé au parti communiste français.

Tout augmente ! On se demande avec curiosité si la crédulité (je suis modeste) des pauvres bourgeois qui lisent le journal stalinien et suivent les chefs nacos ne finira pas, elle par diminuer.

Ce n'est peut-être pas raisonnable de nourrir un si fol espoir, mais il n'empêche que ce serait la une diminution qui ne tarderait pas à en entraîner d'autres...

Larue-Michel.

## UN COUP DE PIED EN VACHE AUX BOUCHERS DE CHEVAL



Avant le règne de Camille Chautemps, ministre de front populaire, le beefsteack de cheval restait accessible au prolétaire. Le syndicat des détaillants, qui importait les chevaux de Belgique, de Danemark ou de Tchécoslovaquie payait à la douane 85 francs par tête de bétail, ce qui n'était relativement pas prohibitif.

On conçoit que les éleveurs français, MM. Taillandier et Baumont en tête, (vétérinaires, maquignons et... sénateurs) souffraient de voir le cheval moins cher que le bœuf. Aussi s'agit-ils de rétablir... l'ordre dans le commerce.

De 85 francs, les droits de douane pour un cheval monteront d'un coup à 400 francs, puis à 500, avec une surtaxe pour pays à change bas.

Le syndicat des détaillants de viande chevaline réunit 320.000 protestataires pour signer une pétition qui fut adressée au Sénat, lequel s'empressa de la mettre au panier.

Et c'est pourquoi le beefsteack de cheval se vend à l'étal 14 fr. 50 la livre !

## REGIME CAPITALISTE



On pourrait emplir les colonnes d'un journal avec le récit des souffrances qui s'abat-tent en un jour sur les malheureux. Relevons ces deux faits simplement, dans une semaine :

1° Un homme de 31 ans, Georges Jean, se trouvant sans ressources, s'étend pour passer la nuit sur la voie publique à Versailles ! On releva son cadavre le lendemain matin. Le malheureux était mort d'inanition et de froid.

2° Ne possédant plus qu'un franc pour toute fortune deux jeunes époux s'asphyxiaient au gaz d'éclairage, entraînant leur enfant de trois ans dans la mort.

Tout cela au siècle de l'abondance et de la super-civilisation. Et maintenant, faites des enfants, mères françaises !

## GALIMATIAS SENATORIAL



« Nous n'acceptons aucun préjugé de race, de classe, ou de couleur. Que le sang soit versé par un blanc, un noir ou un jaune, le sang français est toujours rouge sur les champs de bataille où il s'agit de défendre la France et s'il le faut la sauver », et plus loin : « La communauté française ne reconnaît qu'une race, la race humaine, qu'une loi, celle de la nation ».

(Extrait du discours du sénateur Henri Bé-ranger.)

Vous avez compris, vous ? Nous pas. On parle d'un noir, un blanc et un jaune qui verse du sang français. Nous avions toujours cru que les Français appartenait à la race blanche. D'autre part, le sénateur ajoute : le sang français est toujours rouge ! Et l'autre ? Quant à cette communauté qui ne connaît qu'une race, la race humaine et qui sauve la France sur les champs de bataille... Oh ! ma tête ! ma tête !

## DOU VIENT L'ARGENT ?

L'« Epoque » pose la question à propos de notre meeting du vendredi 8.

« Voici que les anarchistes, autres pauvres comme des gueux, publient eux aussi de belles affiches en deux couleurs et les posent sur les panneaux, à 300 fr. le mètre carré, du centre de Paris ; voici qu'ils vendent leurs journaux à la criée sur les grands boulevards ; voici qu'apparaissent des tracts, des brochures à l'usage des « trotskystes », « poumistes » et des sectes révolutionnaires d'action directe ».

Le même canard répond lui-même d'ailleurs : « C'est Berlin qui paie ». (Tiens voilà qui fera plaisir à l'Humanité.)

Il ne sera bientôt plus possible d'exprimer la moindre pensée, de poser le moindre acte sans qu'aussitôt il soit demandé « Par qui est-il payé ? »

Car le propre de ceux qui ont un portefeuille, le à la place du cœur et un banquier comme Muse, c'est de juger les autres à leur mesure. Les anarchistes sont toujours des gueux ; les panneaux à 300 francs le mètre carré, c'est de Kerillis — ou plutôt ses commanditaires — qui les paie — mais les gueux d'anarchistes pensent qu'un panneau payé par lui peut malgré cela servir à coller une affiche libérale.

Et la grande frousse des saboteurs et des goupillonniers de l'Epoque provient du fait que les gueux savent se priver pour leur idéal et leur lutte alors que les bourgeois et leurs laquais ne savent qu'en vivre.

## DES BRIQUES !



Tout était bien préparé. Les chemises noires étaient venues en camions de Londres ; les journaux avaient annoncé la réunion ; tout le monde en parlait.

Sir Oswald Mosley arriva en auto, fut salué par les bras tendus de ses gardes de corps.

Il monta sur le toit d'une camionnette, prit l'attitude de Hitler et ouvrit la gueule comme Mussolini.

Et voilà qu'au moment où ses fidèles regardaient son four, comme les enfants l'objectif du photographe, vlan ! une brique lancée d'une main sûre vint s'écraser sur sa mâchoire, lui coupant net ses effets oratoires.

Adieu discours, propagande, redressement national et fascisme.

Sir Oswald Mosley est à l'hôpital. Mais il reste des briques.

## ENTRE ENNEMIS HEREDITAIRES



Un avion à croix gammée sur Paris !!!

Mais ne nous affolons pas cette fois encore. L'ennemi héréditaire est aujourd'hui sympathique. L'appareil atterrit. Deux brillants officiers, deux non moins brillants officiers « républicains » se précipitent. Accueil chaleureux. Poignées de main cordiales. Effusions.

Un détachement présente les armes aux trois couleurs et à l'étendard hitlérien qui flotte côte à côte. « Deutschland über alles », « Marseillaise ». Garde à vous. Salut militaire. Salut hitlérien.

Après quoi, on laisse de côté le protocole et bras dessus bras dessous on se dirige vers la bonne table. Le général Fégant congratule le général Milch. L'as français Détrouy, complimente l'as allemand, Udet. Souvenirs de guerre.

« Qui, mon cher, j'étais presque recordman, ayant « dégringolé » 68 avions à cocarde tricolore. »

« Joli tableau de chasse ! »

« Malheureusement, quelques jours avant ce damné armistice, un camarade de promotion a élevé son total à 71 appareils. Il a décroché la timbale. »

« Oh ! vous n'avez pas eu de chance, en vérité ! »

« Bah ! Il faut en prendre son parti. Et puis, j'espère faire mieux la prochaine fois ! »

Monsieur Dubalot.

## AIDEZ VOTRE « LIB »

La souscription extraordinaire que nous avons lancée avec le concours de tous nos camarades et des abonnés du Lib nous permet de faire face aux difficultés financières.

Nous avons pu mesurer toute la sympathie qu'a le Libéraire parmi la classe ouvrière par les lettres qui accompagnent chaque liste qui rentre et par le total de l'argent reçu.

Si l'on aide le Lib, c'est bien parce qu'il est le porte-parole en ce moment du seul mouvement ouvrier révolutionnaire sain : l'anarchisme.

Alors que tous les partis marxistes som-

brent dans le parlementarisme, dans l'union sacrée, une seule voie se présente maintenant aux prolétaires de tous les pays : Le communisme libertaire. C'est pour que les paysans aient la terre et les ouvriers les usines, pour que tous les êtres humains vivent dans l'égalité et la liberté que nos frères d'Espagne luttent contre Franco.

Aidez le Libéraire, c'est défendre nos camarades de la C.N.T.-F.A.I. Et c'est aussi aider au développement de l'anarchisme en France.

Camarades, pour votre Libéraire, souscrivez !

## BULLETIN D'ABONNEMENT

FRANCE | ETRANGER  
22 Nos... 22 fr. | 52 Nos... 36 fr.  
28 Nos... 28 fr. | 28 Nos... 16 fr.  
Chèque postal : Scheek André, Paris 457-78  
9, rue de Bondy (10e)  
Téléphone : BOTZARIS 08-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de ..... pour la somme de ..... à partir du ..... dont je vous envoie le montant.

Signature : ..... 193 .....

Nom (1) : ..... Adresse : .....  
Ville : ..... Département : .....  
(1) Ecrire très lisiblement.

## SOUSCRIPTION EXCEPTIONNELLE

Listes rentrées du 6 au 12 octobre

N° 154 Soleilhac, Issy, 30 fr. ; n° 120 Des-lesque, 200 fr. ; n° 126 Rivoli, 86 fr. ; n° 393 Re-nard, 30 fr. ; n° 738 Triclot, 30 fr. ; n° 724 Groupe Germinal, Marseille, 215 fr. ; n° 243 Riou, Mon-tuon, 30 fr. ; n° 124 Corté, Brest, 87 fr. ; n° 606 Mignot, Troyes, 10 fr. ; n° 1313 Bonnel, Lille, 30 fr. ; n° X. Poirson, Saint-Dié, 22 fr. ; n° 1036 Daniel, 23 fr. ; listes Thirion, Thauast, Allu-me, Mira, total, 160 fr. ; n° 173 Prevost, 58 fr. ; n° 1117 Dupré, Angers, 17 fr. ; n° 22 Madréperla, La Courneuve, 25 fr. ; n° 1305 Vassal, Drancy, 5 fr. ; Rouzier Gaston, 77 fr. 50 ; n° 1148 Dupin Albani, 30 fr. ; n° 991 Descares, Orléans, 143 fr. ; n° 732 Le Duff, Cormeilles, 10 fr. ; n° 655 Daz-delli, Eaubonne, 10 fr. ; n° 666 Mignot, Provins, 10 fr. ; n° 1263 Depret, Isbergues, 30 fr. ; n° 588 Rams José, 64 fr. ; n° 1268 Gaultier, Bondy, 25 fr. ; n° 1760 Théo, Paris, 167 fr. ; Groupe de Sauvigny, 95 fr. ; 732 Pouget, 30 fr. ; n° 312 S.E.C.M., 107 fr. ; n° 992 José Gomez, B.-Abbes, 64 fr. ; n° 93 Ballesteros, B.-Abbes, 43 fr. ; n° 313 Jo-Jacquier, Lavandou, 25 fr. ; n° 879 J. Teig, La Grand Combe, 55 fr. ; n° 618 A. Dupuyre, Oran-ge, 39 fr. 50 ; n° 24 La Courneuve, 61 fr. ; n° 1655 Claudet, Paris, 45 fr. 50 ; n° 1742 Right (Nogent), 83 fr. ; n° 1 Champigny, 39 fr. ; n° 12 et 402 (Les Copains de la C.A.M.S.), 141 fr. ; n° 191 Leborgne, Hay-les-Bosses, 43 fr. 50 ; n° 196 Berger, Banlieue Sud, 51 fr. ; n° 1733 Mar-celle, 2°, 112 fr. ; n° 605, Pedron, 31 fr. ; n° 114

Cappiotti, 42 fr. ; n° 804 Trachel, 80 fr. ; n° 472 Haurau, 22 fr. ; n° 481 Lefebvre, 55 fr. ; n° 1133 Rougier, Drancy, 5 fr. ; n° 588 Bourgeois, 51 fr. ; n° 578 Duperray, Saint-Etienne, 17 fr. ; n° 388 La-gio, la Courneuve, 51 fr. 50 ; n° 810 Nouchi, Bizerte, 30 fr. ; n° 302 Cassier, Conflans-Sainte-Honorine, 25 fr. ; n° 1138 Pedro Martinez, 13 fr. ; n° 815, Gilles, 2 Verves, 28 fr. 50 ; n° 1420 He-laouët, Reims, 10 fr. ; Claude et Demeures, 10 fr. ; n° 1665 Chantier l'Hirondelle, 23 fr. ; n° 383, Martin, Paris, 30 fr. ; n° 1122 Ronie Oullins, Rhô-ne, 109 fr. ; n° 743 Morat, Lyon, 36 fr. ; n° 1000 Ledru, Ezy-sur-Eure, 30 fr. ; n° 1743 C. Duclerif, 21 fr. ; n° 1669 Groupe du XIII, 21 fr. 50 ; n° 217 Pédra, 35 fr. ; n° 570 Derieux, Oullins, Rhô-ne, 100 fr. ; n° 1060 Acoste Marius, Le Havre, 60 fr. ; n° 754 Perez, Saint-Etienne, 100 fr. ; n° 705 Chaillot, Marseille, 32 fr. ; n° 1310 G. Flo-rens Saint-Henri, 38 fr. ; n° 745 Fromain, Lyon, 26 fr. ; n° 783 Zara Marengo, Algérie, 50 fr. ; n° 1083 Le Lacz, Brest, 10 fr. ; n° 941 Flet, Amiens, 20 fr. ; n° 171, Famille Laurier, 20 fr. Total de cette liste, 3.717 fr. 50.

Listes précédentes, 3.308 fr. 25.

Total des listes reçues depuis le 21-9-37, 9.115 francs 75.

Errata : Les listes suivantes : n° 741 Marchand, Ayon, 25 fr. ; n° 493 Bryen, Paris, 13 francs 50 ; n° 1138 Roland, Pré-Saint-Gervais, 32 fr., comprises dans le total des sommes re-çues à ce jour, ont été omises dans le numéro 570 du Libéraire.



## CRISE DANS L'U. G. T.

## La déroute de Largo Caballero

Largo Caballero et ses amis ont été délogés de la Commission Exécutive de l'Union Générale des Travailleurs. La C. N. T. a protesté contre cette manœuvre stupide et honteuse, qui affaiblit le front antifasciste en le divisant.

La situation militaire ne s'est pas améliorée. L'avance réalisée sur le front d'Aragon ne compense pas, bien loin de là, la progression des armées fascistes dans le nord-ouest de l'Espagne. La guerre ne nous est pas favorable. Pour qu'elle le devienne, il faut avant tout une solide organisation interne qui ne peut se faire, sur le terrain politique, économique et militaire, que par la collaboration étroite entre tous les secteurs.

Toute division nous est préjudiciable. Toute attaque à un parti ou un groupement antifasciste provoque une réaction et finit par faire oublier le principal ennemi, qui est en face. La cohésion matérielle et la cohésion spirituelle s'imposent. La guerre veut l'unité de volonté et d'action, surtout quand elle se déroule sur un territoire relativement peu étendu comme celui qui nous reste.

Cela n'a pas empêché les réformistes de Prieto et les communistes qui, hier encore, étaient des ennemis mortels, de constituer un bloc contre Largo Caballero, et de réussir leur manœuvre d'élimination. Je ne discuterai pas si leur attitude a été statutairement correcte. Il est probable que si les ouvriers et les paysans de l'U. G. T. devaient se prononcer sans l'intermédiaire des Comités et des délégations, ils voteraient dans leur immense majorité pour Largo Caballero, parce qu'il défendait l'union de l'U. G. T. et de la C. N. T.

Cette division, dont le résultat momentané est l'élimination d'une fraction par l'autre, prend son point de départ dans une vieille rivalité entre Prieto et Largo Caballero. Deux politiciens, le premier méprisant l'autre, le deuxième haïssant son adversaire. Sous la dictature de Primo de Rivera, Largo Caballero était devenu le leader du parti, assesseur de la couronne, défenseur de la collaboration. Prieto combattait ouvertement la dictature. Leur attitude reposait-elle sur une conviction solide ? Non. Il s'agissait de s'emparer du socialisme espagnol. Quand la masse du peuple se dressa contre la dictature et que Primo de Rivera se vit de plus en plus voué à l'échec, Largo Caballero changea d'attitude et Prieto fut joué.

La République vint. Largo Caballero organisa, comme ministre du Travail, une campagne acharnée contre la C. N. T. Mais, la révolution des Asturies ayant provoqué dans les masses un profond sentiment d'union, il n'hésita pas à demander aux anarchistes de s'unir à l'U. G. T. pour faire la révolution.

Jamais nos camarades ne crurent à l'honnêteté de ses intentions. L'ancien collaborateur de Primo de Rivera voulait seulement, en lançant ce slogan sentimental, attirer à lui les masses populaires et en devenir le chef. La C. N. T. lui demanda d'expliquer, en tant que secrétaire de l'U. G. T., quelles étaient ses intentions. Il ne répondit jamais.

Quand le mouvement fasciste se produisit, Largo Caballero joua un rôle complètement passif. Pas de discours exhortant, galvanisant les masses, pas d'activité pratique pour l'organisation matérielle du combat.

Il avait ses raisons. Prieto était devenu, dans ce qui restait de gouvernement, l'axe de la politique interne. Largo Caballero en était vexé. Il attendait son heure. Il jouerait un rôle de premier plan, sinon il ne ferait rien. Et pendant des mois, il ne fit que se promener de Madrid à la Sierra de Guadarrama.

Le peuple se battait. Républicains, socialistes, anarchistes, ouvriers, employés, étudiants, tombaient par milliers sous la mitraille de l'armée de Mola. De Catalogne, des bataillons, des colonnes hitlériennes formaient pour aider les défenseurs de Madrid. Largo Caballero n'avait qu'une préoccupation, qu'un souci : gouverner.

Il gouverna. Alors les rôles s'inversèrent. C'est Prieto, député, qui devint passif. C'est lui qui sabota. Goguenard, il répondait aux délégations qui lui demandaient des moyens de lutte : allez voir le président du Conseil. Avec Negrin, son ami, il détenait les moyens financiers, il détenait l'achat des armes. C'était un bon moyen pour embêter Caballero, par des délais, des voyages opportuns et autres manœuvres.

De son côté, Caballero voulait tout centraliser. Il s'éleva en chef suprême de l'armée. Il n'y connaissait rien. Il était incapable d'apprendre. Prieto, infiniment plus intelligent et plus fin le savait. Il attendait son heure. Pendant ce temps, les combattants antifascistes souffraient et mouraient sur tous les champs de bataille. Quelle importance, cela avait-il ? Largo Caballero se cramponnait au Pouvoir : l'autre s'amusa en comptant les déroutes de son adversaire. C'était tout.

Oui, ce fut tout. L'épopée civile du peuple espagnol n'a jamais inspiré aux politiciens une admiration sincère, un sentiment élevé. Elle ne les a jamais attachés à leur petite cause d'espérance, à leurs particularismes de chapelle, à leur mesquinerie, à leurs ambitions immédiates. Cela ne me surprend pas. Mais quand on voit la grandeur du sacrifice de tant de combattants, il est permis de s'indigner. Il est permis de protester. Et de protester non seulement contre cette bassesse mentale, mais aussi contre ce manque d'intelligence.

Dans cette attitude des deux politiciens socialistes, pas la moindre ambition de gloire véritable. Ce n'est qu'après bien des mois de discussion, qu'après avoir saboté, par ses gouvernements placés, par les syndicats qui lui répondaient, l'œuvre de socialisation réalisée par nous, que Largo Caballero se décida à accepter le pacte U.G.T.-C.N.T. et il le fit en imposant un contenu anodin que nos camarades durent accepter comme « point de départ ».

Mais ce rapprochement vers nous, dans lequel aucun but révolutionnaire n'était fixé, répondait seulement à ses intérêts du moment. Nous le saurons bien, et peut-

être notre tort a-t-il été de ne pas poser le problème publiquement en dénonçant à ce peuple ces manœuvres.

Si Largo Caballero avait accepté, loyalement, honnêtement, le pacte qui lui fut proposé par le Comité National il y a presque un an, et qui se rapportait tant à la période de guerre qu'à celle de l'après-guerre, il n'aurait pas été déplacé, car il aurait acquis une telle force que les communistes et la bourgeoisie n'auraient rien pu contre lui.

Et Prieto ? Il possédait toutes les qualités nécessaires pour être le leader de la situation. Il aurait pu grouper sous un seul drapeau, sur un seul programme toutes les tendances antifascistes, et, faisant cette œuvre, il se serait couvert de gloire, il serait devenu le guide de l'Espagne.

Mais non : la basse cuisine politique, les rancœurs, les questions de chapelle l'intéressaient davantage. Son esprit n'est pas à la hauteur de son intelligence. Les communistes lui ont offert l'occasion de se débarrasser de Largo Caballero : c'est une vengeance autrement intéressante que le sort de la Biscaye, de Santander ou des Asturies. Quand il a pu, grâce à l'appui des républicains et des communistes, déplacer dans l'ancien Gouvernement les hommes de confiance de Largo Caballero, comme Araquistain, ambassadeur à Paris, il l'a fait. Quand il a pu supprimer des commissions d'achat d'armements il l'a fait aussi.

C'est triste, mais telle est la cause première du déplacement de Largo Caballero. Même si les communistes ne l'avaient pas poursuivi, même si les intérêts russo-franco-anglais ne s'étaient pas greffés à leur tour, la lutte des deux hommes ne s'en serait pas moins poursuivie, ils n'en auraient pas moins continué à se haïr, à se mépriser, à se combattre.

Le drame profond de l'antifascisme espagnol est qu'il n'a pas surgi d'hommes nouveaux, comprenant la situation nouvelle, et que cette situation demandait une politique nouvelle aussi, et une synthèse de toutes les grandes tendances dans une communion d'efforts et de buts.

Cet esprit n'a existé que chez les masses. Il n'a pas pris corps dans les partis, et moins encore dans les fractions de partis. Par malheur, ces partis, ces fractions et leurs chefs continuent à encombrer la vie du pays. Par malheur aussi, il est impossible de les balayer. Celui qui en prendra l'initiative restera seul, il devra lutter contre les autres fractions, et à la faveur de la lutte intestine aggravée, l'armée de Franco avancera.

C'est pourquoi la lutte intestine de l'U. G. T. est criminelle ; c'est aussi pourquoi nous n'avons jamais voulu écraser les autres secteurs, quoique dans certaines parties de l'Espagne nous aurions pu le faire.

Unité antifasciste, ou triomphe général de Franco : il n'y a pas d'autre dilemme. C'est la C. N. T. et la F. A. I. qui, jusqu'à présent, l'ont le mieux compris. Tous ceux qui rêvent de victoire personnelle ou de secteur, ne font que favoriser ouvertement la victoire définitive du fascisme.

ROBERT LEFRANC.

## Où veut-on en venir ?

Je reçois d'un correspondant particulier, militant libertaire parti des premiers au front d'Aragon combattre les rebelles, une lettre dont nous soumettons les principaux passages à nos lecteurs ; cette lettre est datée du 5 septembre :

« Vendredi, à 4 heures, 5 avions volant très bas, au ralenti, traversèrent Barcelone à la suite d'un signal donné par un coup de canon. Ils répérèrent le chantier du refuge en construction sur lequel les travailleurs et les bombardiers, quelques minutes plus tard à autres avions, continuèrent leur mortelle besogne. SANS QU'UN COUP DE CANON NE FUT TIRE CONTRE EUX, ENSUITE 2 AVIONS DE CHASSE SE PROMÈNERENT DANS LE CIEL, EN VAINQUEURS.

Ils jetèrent plus de 60 bombes de 150 kgs sans être dérangés, ils volaient si bas qu'ils purent mitrailler la population qui fuyait, ces avions reprirent le chemin par lequel ils étaient arrivés sans autre difficulté, seul un avion républicain tenta de s'opposer à cette criminelle entreprise, pour le récompenser nos canons qui étaient lus pendant le bombardement tirèrent sur lui.

« A la suite de ce bombardement, le syndicat de la construction de la C.N.T. organisa rapidement les secours, des équipes de volontaires et le matériel nécessaire furent embarqués sur des camions qui s'acheminèrent sur les lieux, mais la police leur interdit le passage sur l'ordre de militants du S.R.I. porteurs de brassard, ceux-ci ajoutant que ces camions étaient suspects.

« Par suite de cette opération policière le S.R.I. porte la lourde responsabilité de la mort de la plupart des victimes qui eussent pu être sauvées par nos amis.

Notre correspondant complète ce renseignement en écrivant que pas un seul de ces cocos ne participèrent au sauvetage, en revanche nos camarades de la Croix-Rouge et les pompiers firent amplement leur devoir.

Nous transcrivons simplement ces extraits de lettre, laissant à nos lecteurs le soin de commenter les causes du silence de l'artillerie républicaine qui laissa les rebelles écraser la ville et de se promener sur Barcelone sans danger, ainsi que le soin de juger l'attitude des policiers du S.R.I. qui préférèrent laisser crever sous les décombres les victimes du sauvagement attentat plutôt que de permettre aux militants de la C. N. T. de les sauver.

A. BARBE.

## UNE ODIEUSE COMEDIE QUI NE DOIT PAS SE TRANSFORMER EN CRIME !

D'une source très autorisée nous parvient l'extraordinaire information suivante :

José Cuallares, membre de la C. N. T. et du P.O.U.M., a été emprisonné pour avoir dit qu'il y avait des embusqués à l'arrière. On demandait contre lui une peine de un mois de prison. Il fut condamné à mort.

Le Gouvernement, par 5 votes contre 4 (5 socialistes et communistes) approuva la peine de mort et le camarade fut conduit au peloton d'exécution, mais une fois là, on le ramena en cellule et, depuis, il est « en chapelle », dans l'attente de son exécution, depuis deux mois.

Il faut mettre fin par notre protestation à cette odieuse comédie et l'empêcher de se transformer en un crime de plus.

## ESPAGNE D'AUJOURD'HUI

## ARMÉE POPULAIRE et MILICE ANTIFASCISTE

Nous avions annoncé la semaine passée que l'interdiction des articles de notre ami Viola était due à son arrestation à Perpignan. Depuis hier, Viola a été remis en liberté après avoir subi une condamnation à un mois de prison.

IV

Nous devons faire une distinction fondamentale. L'Armée populaire n'est pas la Milice antifasciste, et la Milice antifasciste n'est pas l'Armée populaire.

Les camarades de la F.A.I. et de la C.N.T. ont accepté l'Armée populaire comme une nécessité politique à laquelle ils ne pouvaient pas se soustraire sans risquer de compromettre le dénouement final de la victoire antifasciste, parce que, au fond, ils doivent être convaincus que l'Armée populaire est un peu l'armée rouge, c'est-à-dire la plate-forme du gouvernement républicain et non pas l'expression de la révolution sociale, comme l'était la Milice antifasciste du premier moment.

Avant tout, je pense que la transformation des Milices antifascistes en Armée populaire a fait perdre un temps considérable, parce que j'insiste sur le fait que les révolutionnaires devaient profiter de la surprise et par conséquent, agir avec rapidité ; ce qui n'a pas été fait pour plusieurs raisons, la première : celle d'avoir sous-estimé la résistance fasciste en partant de suppositions erronées.

La formule : « Tout pour l'Armée populaire, rien en dehors d'elle » ne me semble être en corrélation ni avec les exigences immédiates de la situation, ni avec les caractéristiques psychologiques du peuple espagnol.

Le critique militaire russe Golubiev, partisan logique de l'Armée populaire, en appuyant la thèse gouvernementale, osa soutenir que si, en Catalogne, nous n'avions rien fait pour le front d'Aragon, tandis qu'à Madrid, on faisait beaucoup, cette différence était due au très grand nombre d'unités régulières formées sur ce front, formation impossible en Aragon, parce que les Milices étaient totalement influencées par « les petits groupes des organisations ».

Golubiev n'a qu'une excuse : celle d'écrire à distance et surtout pour une fin déterminée, sans quoi il saurait que les raisons de l'inactivité du front aragonais sont bien différentes de celles que l'on tente de faire croire aux gens intéressés à discréditer les Milices de la C.N.T. et de la F.A.I.

Mais ne le sait-il réellement pas ? Golubiev ne peut ignorer qu'en novembre 1936, quand tous craignaient que Madrid tombe d'un moment à l'autre, la Catalogne envoya Durruti avec plusieurs milliers d'hommes.

On n'improvise pas une Armée régulière et, historiquement, la révolution a toujours été gagnée par les insurgés de la première heure. Fixons bien ces deux points.

Décrétant la formation de l'Armée populaire et la dissolution des Milices antifascistes, le gouvernement a agi sous l'impulsion de préoccupations politiques évidentes. Il a cherché à écarter de la lutte le peuple armé par les organisations syndicales et politiques, pour donner à cette armée une signification juridique, recevant l'approbation de la S.D.N. ; mais, jusqu'à présent, le capitalisme international est plus du côté de Franco qu'avec le gouvernement républicain ; et les républicains espagnols sont en train de rééditer « les erreurs » commises par quelques-uns d'entre eux pendant les journées décisives de juillet 1936, en négociant avec les généraux factieux, dans l'espoir de réaliser l'irréalisable.

Le gouvernement central redouta et continue de redouter de faire battre Franco par la Révolution ; et, pourtant, désormais, on ne sort pas du dilemme ; ou Franco sera éradiqué par le prolétariat révolutionnaire espagnol, ou il sortira vainqueur.

Les caractéristiques du prolétariat ibérique sont bien distinctes de celles du prolétariat européen. Il a une inclination innée à la guérilla et c'est assurément cette tendance qui, lui donnant une dignité propre, l'a préservé et le préservera du fascisme.

Mais cette tendance n'a pas été mise en jeu parce que trop compromettante, trop révolutionnaire. On a préféré les formations massives du style allemand, mieux en rapport avec les aspirations intimes du gouvernement central qui désirait combattre le fascisme légalement, comme si le fascisme n'était pas la plus violente, la plus despotique rébellion dirigée contre la légalité républicaine.

De cette manière, on a vidé les Milices antifascistes de leur foi révolutionnaire primitive qu'on a remplacée par un sentiment de discipline coercitive que le plus grand nombre ne peut comprendre ni s'expliquer. Tout ceci représente un danger moral énorme. Du point de vue strictement militaire, il faut en convenir, jusqu'à présent l'Armée populaire est demeurée inuisante pour déclancher une offensive de style colcoque et cela, parce qu'il manque l'exercice et la technique de la manœuvre. Plus, la pénurie des cadres est énorme ; on n'improvise pas les commandants d'unités. Si l'armée populaire peut contenir les attaques répétées des fascistes, ce sera déjà beaucoup.

Je suis loin de critiquer l'Armée populaire de parti pris, mais si je dois parler franchement, je suis forcé de reconnaître que l'on a marqué plus d'échecs avec l'Armée populaire qu'avec la Milice, Malaga et Bilbao ne sont pas au compte de la Milice, comme n'est pas non plus à son compte l'attaque de Cimilla pour fermer le cercle de Huesca, attaque qui ne réalisa aucun objectif concret, malgré l'emploi de forces considérables et qui laissa sur le terrain 3.000 hommes hors de combat de notre côté.

Il fut un temps où avec 3.000 hommes, on aurait pris Huesca et bien plus. Qu'ils s'en souviennent, ceux qui avaient le devoir d'agir et qui n'ont pas agi.

Mais, plus encore que dans l'Armée populaire, j'ai foi, pour le triomphe de la liberté en Espagne, dans le sens positif du prolétariat ibérique avec qui j'ai lutté pratiquement, durement, pendant un an.

Parce que l'Armée populaire et le Prolétariat révolutionnaire sont deux entités bien distinctes.

(A suivre.)

VIOLA.

## LE MEETING DE L'U. A.

## Un soufflet aux fourriers de Franco

(Suite de la première page)

C'est que la révolution d'Espagne a attesté par des faits la capacité politique et économique du prolétariat. Crime inexplicable pour tous les régimes d'autorité, pour tous les Etats. La propriété et l'autorité, ces deux piliers sur lesquels reposent l'exploitation et la domination de l'homme par l'homme ont été fortement ébranlés par les ouvriers espagnols, conduits et orientés par les anarchistes.

Nos frères d'Espagne ont opposé une conception nouvelle, humaine, de la vie sociale aux régimes de force. Voilà pourquoi ils ont mérité des haines convergentes tant des fascistes que des stalinistes. Jamais pour cette raison nous ne cesserons d'être antifascistes. Cependant cela n'implique pas qu'ils accepteront d'être des victimes. Le silence forcé n'est pas un oubli.

Puis Huart se tourne vers les anarchistes français. Avons-nous fait tout notre devoir ? N'avons-nous pas sacrifié à des querelles mesquines le développement immense que pourrait permettre à notre mouvement la percussive des événements d'Espagne. Il est temps de se ressaisir. Il y a dans nos rangs des forces insoupçonnées. Notre devoir pour faire cesser les exactions dont nos camarades sont l'objet, est d'intensifier notre propagande et de créer un mouvement assez puissant pour les faire respecter. Tous unis, terminons-les avec énergie autour de l'U. A. car si le nombre n'est pas tout, il est cependant un facteur puissant d'action.

Nous regrettons, faute de place de ne pouvoir donner un résumé plus complet de la remarquable intervention de Huart qui fit sur les auditeurs une intense impression. Enfin, il était donné à notre ami Sébast de lire les conclusions d'ensemble de ce magnifique meeting de solidarité. Nous ne nous donnerons pas le ridicule de vanter son énergie et son éloquence.

Son intervention est une puissante objur-

APRES LE MEETING DE LA MUTUALITÉ

## Impressions reconfortantes...

Emilienne Morin, la compagne de notre regretté Durruti a tenu à nous communiquer son sentiment sur la réunion de vendredi dans l'article qu'on lira ci-dessous.

On a dit tout ce qu'on devait dire... avec le tact, le sens de la mesure si utiles en ces heures troublées.

Nous ne pouvions plus longtemps taire les agissements criminels des stalinistes en Espagne, mais nous ne pouvions pas non plus compliquer la situation déjà si tragique de nos camarades espagnols.

Aujourd'hui, nous devons parler haut et clair, avec la conscience de défendre la C.N.T. et la F.A.I., ainsi que tous les révolutionnaires sincères, marxistes ou libertaires, qui refusent de courber l'échine devant l'autorité « tabou » de l'U.R.S.S.

L'histoire se répète, hélas ! Les combattants de la première heure, ceux-là mêmes qui surent empêcher le triomphe immédiat du fascisme, sont maintenant insultés, colonisés, traqués... assassinés ! Et pourtant, la C.N.T. et la F.A.I. ne désarment pas : leurs militants restent à leur poste de combat, soit au front, soit au sein des organisations. Ils savent bien que, malgré tout, leur plus grand ennemi est toujours Franco, c'est-à-dire : la réaction. Ils n'ont pas le choix des moyens.

On a déjà tant écrit sur la position « politique » de nos frères espagnols qu'il serait superflu d'insister davantage. Je ramènerai donc le problème sur « notre » terrain, c'est-à-dire en France. Je reprends la consigne lancée par notre camarade Huart et notre cher Sébastien dans leur discours si humain, si pleinement compréhensif : c'est au cœur et à la raison des hommes qu'il faut s'adresser, et non pas à leurs pires instincts.

Nous ne pourrions jamais apporter aux révolutionnaires espagnols l'aide dont ils ont tant besoin, si nous ne commençons pas, d'abord, par nous unir.

Sachons, devant la gravité de l'heure, faire abstraction de notre amour-propre, de notre personnalité. Sachons être dignes des géants (le mot n'est pas trop fort) de la révolution espagnole en danger. Rapprochons-nous les uns des autres, non pas en regardant vainement en arrière, mais bien droit devant nous. Ne perdons plus notre temps en discussions interminables sur tel ou tel point de la doctrine : l'heure n'est plus à la philosophie abstraite, mais aux faits. Ne recherchons plus dans le passé que les enseignements concrets et les réalisations pratiques.

Et surtout, abandonnons toute arrière-pensée d'hégémonie ; que chacun reste dans l'organisation qu'il préfère, sans pour cela considérer que celui « d'en face » est un adversaire ou un ennemi. Puisque nous devons fatalement nous rencontrer un jour au pied des barricades, pourquoi continuer à rester divisés ? Ne pourrions-nous pas tous le même but ? Ne désirons-nous pas tous, ardemment, le triomphe de nos frères d'Espagne ? Alors, qu'attendons-nous pour former un bloc d'unité, une plate-forme d'action ? Ne croyez-vous pas que nous avons déjà perdu trop de temps ?

Soyons tolérants, compréhensifs, les uns envers les autres. Nos petites personnalités sont bien pauvres devant le cataclysme mondial qui nous menace, si nous ne nous dressons pas tous d'un seul élan.

Encore une fois, c'est avec la plus grande sincérité que j'écris ces lignes, inspirées seulement par le désir fervent de nous voir unis dans une action commune. Et j'ai trop de respect pour la mémoire des grands disparus pour vouloir me servir de leur nom, comme on me l'a reproché. C'est la première et la dernière fois que je parle de ces petites choses, auxquelles je n'attache d'ailleurs aucune importance. Ce n'est plus qu'une femme qui parle, une femme qui hait de tout son cœur le fascisme assassin blanc ou rouge, et qui voudrait voir cesser au plus vite la grande tragédie de nos frères espagnols. Tout simplement.

EMILIENNE MORIN.

gation à l'union de tous les anarchistes. Ne serions-nous solidaires, que pour voler au secours de la victoire ? Plus nos amis espagnols sont en danger, plus notre solidarité doit être forte. Ils n'ont rien à attendre de Valence, de Madrid ou de Moscou. C'est une guerre de classes qu'ils ont menée, c'est aussi une guerre de principes : la liberté contre l'autorité.

Pourrions-nous oublier les services immenses qu'ils nous ont rendus ? Si notre mouvement est plus fort, si notre idéologie a démontré sa valeur positive, c'est grâce à eux.

Seuls les travailleurs ont intérêt au triomphe des idées libertaires. L'oublions-nous ! L'oublions-ils les millions de syndiqués qui se sont contentés jusqu'ici de démonstrations verbales ! C'est à la jeunesse surtout que Sébast s'adresse.

— Songez aux devoirs, aux responsabilités qui vous incombent. Voyez les jeunesse libertaires d'Espagne, si ardentes, si fortes, si nombreuses. Inspirez-vous de leur exemple. Jeunes, remplacez les vieux. Soyez énergiques, soyez confiants, soyez des hommes. Agissez ! Agissez ! Agissez !

C'est sur cette note de force que se termina ce magnifique meeting. Il fut un des plus réussis qu'aient organisés l'U. A. depuis un an. Succès d'affluence puisque cette vaste salle de la Mutualité était bondée jusqu'en ses derniers gradins. Succès moral surtout puisque boycottés de tous côtés nous n'avions pour sa réussite à ne compter que sur nous-mêmes.

Soyons sûrs que cette manifestation, qui aura des suites, aura désagréablement impressionné les cyniques promoteurs de l'emprisonnement et de l'assassinat des révolutionnaires espagnols. C'est un soufflet sur leurs faces de Judas, fourriers de Franco. Il y en aura d'autres.

L. A.

## Le télégramme au gouvernement de Valence à la généralité de Catalogne et à l'ambassadeur d'Espagne

Voici le texte du télégramme qu'en manière d'ordre du jour, notre camarade Doutré a lu à la fin du meeting et qui a été adressé au gouvernement de Valence, à la Généralité de Catalogne et à l'ambassadeur d'Espagne à Paris.

Les travailleurs de la région parisienne, réunis au nombre de 4.000, vendredi 8 octobre, grande salle de la Mutualité, à Paris, sur convocation de l'Union anarchiste,

S'élèvent avec indignation contre l'hypocrite répression qui s'abat sur les meilleurs militants de la F. A. I. de la C. N. T., de l'U. G. T., du P. O. U. M., dont le seul crime est d'avoir voulu conserver un sens révolutionnaire à la lutte antifasciste en Espagne.

Ils exigent du gouvernement de Valence et du Conseil de la Généralité de Catalogne que cessent ces exactions imbéciles et criminelles.

Ils exigent que soient immédiatement libérés tous les camarades prisonniers, sinon, ils stigmatiseront sans relâche devant le prolétariat français, cette odieuse répression qui fait le jeu du fascisme espagnol.

## Le parti socialiste italien contre la réaction démocrate-bourgeoise en Espagne gouvernementale

Voici le texte de l'ordre du jour que nous adresse la Direction du Parti Socialiste Italien (adhérent au Bureau de Londres) et qu'il a voté dans sa dernière réunion.

« La Direction du Parti Socialiste Italien, en face à l'aggravation de la réaction démocrate-bourgeoise, qui après avoir frappé les organisations politiques d'avant-garde (P.O.U.M., F.A.I.) est maintenant passée à l'attaque de la principale organisation syndicale de l'Espagne, la C.N.T., qui a bien mérité POUR AVOIR AVEC SON INTERVENTION PROMPTE ET VIGILANTE ECRASE LE COMLOT FASCISTE DANS LES JOURNÉES DE JUILLET, libérant ainsi la Catalogne du danger contrerévolutionnaire ;

en exprimant sa solidarité inconditionnelle à la C.N.T. et en offrant son aide pour soutenir valablement l'action révolutionnaire des organisations susdites soit dans ses réalisations sociales que dans la guerre civile ;

SALUE DANS L'ENTENTE CONCLUE ENTRE C.N.T. ET U.G.T. LE PREMIER PAS VERS LA FORMATION D'UN PUISSANT BLOC DE FORCES REVOLUTIONNAIRES, LE SEUL CAPABLE PAR SON AUTORITE DE POURSUIVRE JUSQU'À LA VICTOIRE TOTALE LA LUTTE CONTRE LE FASCISME ET LE REGIME CAPITALISTE.

## Trois ouvriers anarchistes en prison depuis six ans

Dans la République Argentine, pays où règne le fascisme, il y a depuis six ans trois ouvriers anarchistes, Vuotto, Mainini, de Diago, emprisonnés. Ils sont condamnés à perpétuité pour le seul délit d'être libertaires. Accusés d'un crime qu'ils n'ont pas commis, un crime politique horrible que jamais n'a pu concevoir un anarchiste, la police et la justice leur ont fait un grand procès connu sous le nom de « Proceso de Bragado ».

On les a enfermés et cruellement torturés pour obtenir qu'ils aient « avoué » ; sans la plus élémentaire considération humaine, on a martyrisé leurs familles.

Après six ans de prison, qu'ils subissent avec la plus grande dignité de combattants révolutionnaires, ils s'adressent à tout le prolétariat universel, à tous les hommes droits et de conscience libre, à tous les hommes qui aiment la liberté pour demander leur solidarité, leur aide et pour protester contre l'abominable répression dirigée par le gouvernement fasciste argentin contre la pensée libertaire.



# La croyance au "miracle"

(Suite de la première page)

Elle sera vraisemblablement précédée de chocs multiples et multiformes, provoqués par les circonstances; elle s'inspirera des enseignements dont ces chocs de plus en plus conscients, sans cesse mieux organisés et toujours plus méthodiques lui fourniront les matériaux; à la lueur de ces enseignements, le prolétariat acquerra une compréhension constamment plus juste, plus éclairée de la propagande à faire, de l'organisation à fortifier, des dispositions à prendre et de l'action à réaliser. En sorte que, lorsque les événements détermineront le choc suprême, la bataille décisive, ce qu'Elosu appelle péjorativement le chambardement — oui, le chambardement, puisqu'il s'agit de culbuter les institutions iniques et meurtrières et de réduire à l'impuissance les pouvoirs qu'elles défendent — ce chambardement, bien loin d'être tumultueux et incohérent totalisera et coordonnera toutes les forces de rénovation indispensables à la prise de possession par le Travail, pour le Travail.

« Mais Elosu a-t-il la candeur d'attribuer sérieusement à cette prise de possession le caractère de sérénité dont il puise l'espérance dans la générosité de son cœur ?

« Croit-il ingénument que les détenteurs du sol, du sous-sol, de tous les moyens de production se dévoueront volontairement ou se laisseront dépouiller sans opposer à cette expropriation les forces d'extermination dont ils disposent ?

« Pense-t-il que, reconnaissant la légitimité des exigences formulées par les travailleurs et se rendant aux sommations ouvrières, les parasites du Capital et de l'Etat donneront à leurs défenseurs l'ordre de mettre bas les armes et céderont la place, sans coup férir ?

« Elosu n'est pas, il ne peut pas être à ce point naïf; IL NE CROIT PAS AUX MIRACLES.

« Et alors ?

« Alors ? Ne faudra-t-il pas de deux choses l'une :

ou bien attendre que le miracle s'opère (car l'abdication bénévole des parasites en serait un et un fameux), et, dans ce cas, ce serait indéfiniment ajourner l'heure pourtant nécessaire de la prise de possession *sereine et méthodique* par le Travail, pour le Travail; ou bien se résoudre à employer la violence et recourir à ce que Elosu qualifie, injustement, de chambardement incohérent et tumultueux et que j'appelle, moi, la *Révolution Sociale*: mouvement historique dont je viens de définir ci-dessus le sens, de préciser le but, d'indiquer les méthodes préparatoires et de conditionner l'accomplissement. »

Elosu écrivait encore :

« La lutte libératrice a lieu non dans la rue, mais dans les consciences : entre les conceptions mensongères, sanguinaires, rés, obscures du passé et les espoirs sincères, doux et radieux du présent. »

Et je ripostais :

« Encore les contrastes, si chers à Elosu : espoirs sincères, doux et radieux du présent, luttant contre les conceptions mensongères, sanguinaires et obscures du passé ! Encore l'opposition : lutte dans les consciences et non dans la rue !

« Il se dégage de ces antithèses une force merveilleuse de séduction, force d'autant plus dangereuse que, dans ces contrastes, tout n'est pas erroné.

Je dirai même qu'il s'y trouve une grande part de vérité.

« Il est parfaitement exact que la lutte libératrice a lieu entre le Mensonge et la Vérité, la Barbarie et la Mansuétude, l'Obscurité et la Lumière.

« Tout le Progrès social est résumé dans l'effort millénaire de la Clarté dissipant les Ténèbres, de la Paix opposant à la Guerre, de la Vérité bataillant contre le Mensonge. Tout mouvement éloignant l'homme du point de départ : ignorance, férocité, dénuement et le rapprochant des destinées magnifiques qui s'ouvrent devant lui : savoir, solidarité, bien-être, est incontestablement un progrès, une victoire, un achèvement vers la libération.

« Pas un libéraire ne méconnaîtra l'exactitude de ce point de vue. Aussi dirai-je de grand cœur, avec Elosu, que la lutte libératrice est dans les consciences; mais tandis qu'il ajoute : « PAS dans la rue », je dis : « ET dans la rue ». »

« Elle est dans les consciences, c'est incontestable et c'est pour cette raison que nous multiplions notre effort de propagande et attachons le plus grand prix au travail d'éducation. Former des consciences de sincérité, de paix et de lumière, c'est à quoi sans cesse et depuis toujours les anarchistes consacrent le meilleur d'eux-mêmes.

« Eh bien ! ces consciences, les voici : elles sont là (supposons-le) : elles ont horreur des conceptions mensongères, sanguinaires et obscures du passé; elles sont altérées de sincérité, de douceur et de clarté.

« Que doivent-elles faire ? Doivent-elles se contenter de concevoir, au fond d'elles-mêmes, la haine du Mensonge, de la Guerre et de l'Obscurité ? Doivent-elles se borner à se nourrir des espoirs sincères, doux et radieux du présent et EN RESTER LA ?

« N'est-ce pas leur devoir et, mieux encore, une nécessité, pour ces consciences libérées : d'abord, d'aider, par l'éducation et l'exemple, à la libération des autres consciences et, ensuite, de réaliser, pour elles-mêmes et pour les autres, les espoirs sincères, doux et radieux et de les transformer en bienfaisantes et fécondes réalités ?

« Or, comment concevoir l'avènement de ces réalités, autrement que par l'anéantissement des conceptions mensongères, sanguinaires et obscures ?

« Et comment anéantir ces conceptions qui ont pour elles la force et la violence systématiquement organisées, si ce n'est en brisant cette violence et cette force ?

« Encore un coup, Elosu pense-t-il qu'il suffira de former des vœux ardents, d'adresser des supplices, de faire circuler des pétitions, de propager par la plume et par la parole des protestations indignées

contre le Mensonge, de flétrir la Guerre et l'Ignorance, de voter des ordres du jour, de se prodiguer en mises en demeure, de se ruiner en sommations et en menaces ? Croit-il que, les consciences libérées, fussent-elles devenues très nombreuses en dépit des obstacles qui retardent désespérément leur formation, il suffira de les opposer, sans autres armes que leur sincérité et la fermeté de leurs convictions, aux puissances du mensonge, de sang et de ténèbres, pour vaincre celles-ci ? Ne sait-il pas que ces moyens, d'une valeur morale que je ne conteste pas, sont toujours restés inopérants et que, plus que jamais, leur faillite s'avère ?

« Et alors ?

« Alors ? Ne faudra-t-il pas de deux choses l'une :

ou bien attendre que le MIRACLE s'opère, pour le triomphe *sereine et méthodique* de la Vérité sur le Mensonge, de la Paix sur la Guerre, de la Clarté sur les Ténèbres, comme pour la prise de possession *sereine et méthodique* par le Travail, pour le Travail et, dans ce cas, ce sera indéfiniment ajourner le triomphe pourtant nécessaire de la Sincérité, de la Douceur et de la Lumière; ou bien se résoudre à descendre dans la rue, à employer la violence et à terrasser par la force les puissances mensongères, sanguinaires et obscures.

« Elosu déclare que la lutte a lieu dans les consciences et non dans la rue. Moi, je dis que la lutte a lieu d'abord dans les consciences, ensuite (et nécessairement, inévitablement) dans la rue.

Elosu continuait son attaque :

« La Révolution n'est pas une Idée qui a trouvé des baionnettes; c'est une Idée qui a brisé les baionnettes. »

Et je répliquais :

« La phrase est belle, elle fait image, elle est captivante, mais l'erreur sait parfois se parer et se faire aussi belle que la vérité.

« Je rectifie : La Révolution est une idée qui a trouvé des baionnettes, pour briser les baionnettes, c'est le but; trouver des baionnettes pour briser les baionnettes, voilà le moyen.

« Cette simple rectification suffit, selon moi, à chasser l'erreur et à rétablir la vérité.

« Voyons, Elosu, de quelle Révolution s'agit-il ? et quelles baionnettes brisera-t-elle ?

« Il s'agit bien, je pense, de cette Révolution qui abolira les deux adversaires de toute libération : le régime capitaliste qui engendre l'exploitation et l'Etat, qui fait l'oppression. Quand tu parles de la lutte libératrice, je pense que tu ne qualifies ainsi que celle qui affranchira, qui libérera, tous les humains de cette double tyrannie : le Capital et l'Etat ?

« J'aime à croire que sur ce point nous sommes en parfait accord (puisque tu es anarchiste) et qu'ainsi les baionnettes qui briseront la Révolution sont, pour parler un langage dépouillé de tout amphigourisme, les violences, les contraintes et tout le système de répression et de massacre que le régime capitaliste et l'Etat, son complice armé, font peser sur le prolétariat.

« Pour la troisième fois, je te pose la question : crois-tu, peux-tu croire que ces deux bandits armés jusqu'aux dents : le Capital et l'Etat, renonceraient, sans y être absolument contraints, à l'armature de force qui, seule, permet au Capital d'exercer ses rapines et à l'Etat de maintenir son autorité ? Admetts-tu, peux-tu admettre que l'idée seule parviendrait à briser les baionnettes ? Admetts-tu, peux-tu admettre la force efficiente d'une idée de cette trempe sans qu'elle arme le bras qui agit ?

« Perçois-tu, peux-tu percevoir un moyen de briser les baionnettes sur lesquelles l'Etat et le Capital s'appuient et par lesquelles ils défendent leurs usurpations et leurs crimes, un moyen qui exclurait l'usage d'autres baionnettes aux mains de leurs ennemis ?

« Espères-tu, peux-tu raisonnablement espérer que, pour faire tomber les murailles de cette nouvelle Jéricho : l'Etat, il suffira de porter en grande pompe l'arche d'alliance précédée de sept prêtres sonnant de la trompette et escortée par un peuple priant et silencieux ? Il est impossible que tu possèdes une telle espérance. Et alors ?

« Alors, ne faudra-t-il pas de deux choses l'une :

ou bien attendre que le miracle se renouvelle et, dans ce cas, ce sera ajourner jusqu'à la consommation des siècles la Révolution qui, sans baionnettes, brisera les baionnettes;

« ou bien se résoudre à trouver des baionnettes pour briser les baionnettes.

(A suivre.)

SEBASTIEN FAURE.

## TOURNÉE SÉBASTIEN FAURE

Le 20 octobre, Dijon ;  
Le 21 — Saint-Claude ;  
Le 22 — Oyonnax ;  
Le 23 — Bellegarde ;  
Le 26 — Lyon ;  
Le 27 — Saint-Etienne ;  
Le 28 — Oullins ;  
Le 29 — Saint-Fons.

NOTA. — Une partie des bénéfices de cette tournée sera attribuée à notre colonie des 200 orphelins espagnols que nous avons adoptés.

### Pour tous nos collaborateurs

N.D.L.R. — Nous ne pouvons garantir l'insertion d'aucun article qui parviendrait au journal après le lundi midi.

## SAVEZ-VOUS QUE...

L'ETHIOPIE va connaître enfin les beautés de la civilisation. D'abord avec le triple réseau de barbelés dont s'entoure une nation respectable, où tout national ne doit consommer que des produits nationaux sortis de mains nationales.

Dès le début de l'occupation éthiopienne, l'Italie a pris une série de mesures contre les producteurs « étrangers », en particulier contre des concurrents en matière d'importations éthiopiennes. Des protestations se sont élevées de toutes parts, notamment des Indes anglaises qui ont d'importants intérêts en Ethiopie. Le chemin de fer français de Djibouti à Addis-Abeba a été respecté parce qu'il rend d'appréciables services à la pénétration italienne qui est incapable de le remplacer ou de l'exproprier par des mesures légales ou semi-légales. Cette affaire française a pesé d'un poids très lourd dans la diplomatie italienne et elle en est récompensée aujourd'hui par des superbes bénéfices et la haute protection du capitalisme italien.

Quant aux Ethiopiens, ils vont connaître après la « purification » de la guerre la deuxième forme de la « rédemption » : l'impôt.

L'intensification de l'impôt est une forme du progrès des nations modernes, après la carapace de barbelés.

Or, à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, l'Ethiopie va jour du droit de payer l'impôt italien, en vigueur déjà dans les territoires de l'Erythrée et de la Somalie. Citons : impôt immobilier, impôt sur les revenus mobiliers, impôt complémentaire sur le revenu (sic), impôt sur les célibataires et impôt sur les salaires.

La civilisation a du bon.

UN vent de spéculation a soufflé sur la Bourse ces jours derniers. Immédiatement la presse gouvernementale débale des rumeurs anti-français qui précèdent la panique. Parmi ces rumeurs on cite d'abord le pessimisme qui entoure la production française. A notre grand soulagement, pour une fois les anarchistes ne se plaignent nullement de la production, ils soufflent au contraire l'optimisme sur les patrons français, ils prétendent que tout va bien et même trop bien pour la France du deuxième Front populaire (sinon pour les ouvriers français) et la justice française qui est justice ne peut que leur rendre hommage pour l'excellent climat qu'ils constituent dans le secteur de leur influence.

Nous espérons d'ailleurs que l'inculpation retombera aussi drue sur ceux qui n'ont à la bouche que « sousproduction », « faillite » et autres amabilités à l'égard du franc des Français.

Quelques remarques pourtant sur l'ensemble des mesures que M. Chautemps va appliquer au pays. Elles visent :

1°) *Côté capital* : la spéculation ;  
2°) *Côté ouvrier* : a) L'ordre social (les occupations d'usine).  
b) L'ordre social (les lois d'exception pour les travailleurs étrangers).  
c) L'ordre social (les menées révolutionnaires en Afrique du Nord).

Nous remarquons que ces mesures sont des mesures répressives.

Mesure unique pour le sabotage capitaliste qui est réel pour la solution visée : le soutien du franc.

Mesure triple contre le secteur ouvrier dont on se demande où il pourrait prendre ses armes contre le franc.

Mais tout cela est dans l'ordre et tout le monde a compris que le franc n'est pas la cause, mais le prétexte et que Chautemps, aux gages du patronat, ne vise qu'à liquider le mouvement ouvrier français au moment où défile sa combativité.

Examinons la première mesure : la lutte contre la spéculation.

SEPECULER nous dit Larousse, c'est raisonner. Lutter contre la spéculation, c'est lutter contre la raison, le bon sens et la pratique ou plutôt en dépit d'eux. Telle est la maxime réformatrice en matière de répression du capital.

La spéculation boursière est de deux sortes : à terme ou au comptant. Elle se définit par des achats de monnaies étrangères non justifiables par des opérations commerciales à l'étranger ou destinées à les couvrir dans un délai supérieur au délai normal de crédit.

La spéculation au comptant comme l'indique le terme se soldé immédiatement, en espèces. Elle est à la portée de tout détenteur de capitaux liquides à qui la banque remet contre francs comptants des devises ou des chèques sur l'étranger.

La spéculation à terme s'opère sans autres capitaux qu'une couverture de principe, les capitaux n'étant exigibles qu'au terme de l'opération. Encore la plupart du temps le spéculateur ne retire pas les devises, il se contente d'empocher les bénéfices ou de solder les pertes.

La couverture étant minime par rapport au volume des opérations traitées, la spéculation à terme agit sur une plus vaste échelle et son caractère particulier en fait plutôt une arme du grand capital qu'un refuge pour l'épargne.

La France est un pays où la petite et moyenne bourgeoisie coexiste avec un haut capital évolué et en cas de menace pour le régime, les deux types de spéculation agissent de pair contre la monnaie nationale.

Ainsi le gouvernement Blum a prétendu frapper la spéculation à terme en négligeant le comptant. Les capitaux disponibles qui sont nombreux en France, ont profité de la porte ouverte et se sont doucement faufilés. Les menaces contre le terme ont eu le contraire de l'effet escompté.

Le Gouvernement Chautemps vient de renouveler les mesures contre le terme, en même temps qu'il vise le comptant.

Ces mesures sont inefficaces : 1°) parce qu'elles sont tardives ; 2°) parce qu'elles sont incomplètes.

Nous demandons au nom de la logique et du bon sens :

1°) Que les pantins du gouvernement (les ministres socialistes compris) ne viennent plus parler au nom des ouvriers.

2°) Que l'organisation syndicale comprenne que la « diplomatie » front populaire n'explique pas la trahison perpétuelle.

3°) Pour terminer moralement cette histoire, que les réformistes de tout poil ne viennent plus nous seriner leurs malheurs et leurs espoirs, qu'ils remettent leurs plans, qu'ils regardent en face la lutte quotidienne, pour la défense ouvrière comme pour la défense du franc.

En un mot, qu'ils ferment la Bourse ou qu'ils ferment leur gueule.

## Jeunesse Anarchiste Communiste

### Les J.E.U.N.E.S.

Nous recevons la lettre suivante :

Camarades,

Vous avez accueilli dans les colonnes du Libéraire, sous la rubrique de la J.A.C. la prose d'un militant J.E.U.N.E.S. Le camarade Séjourné, nouveau venu parmi nous, en même temps qu'aux idées révolutionnaires, a posé du haut de la tribune par vous offerte, des questions qu'il a cru non résolues. Nous sommes étonnés de l'accueil que vous avez fait à un militant d'une autre organisation, ignorant les tenants et aboutissants de la ligne générale de celle-ci.

Notre camarade Séjourné avait toute facilité pour traiter et débattre ces questions au sein même de notre mouvement — il pouvait par exemple faire publier cette même lettre dans notre Bulletin Hebdomadaire ou l'adresser directement au Bureau Exécutif. Nous avons par l'organe de notre Bulletin Hebdomadaire, l'intérieur répondu aux questions posées par notre camarade Séjourné. Sa lettre et la réponse sont ainsi connues par toutes nos équipes.

Recevez, chers camarades, notre salut révolutionnaire.

Pour les J.E.U.N.E.S. : LATOUR.

## Réponse de la J. A. C.

Nous reconnaissons volontiers qu'il y a quelque chose d'immoral dans le fait d'accorder une tribune de journal à un militant d'organisation proche ou amie.

Mais les camarades J.E.U.N.E.S. reconnaissent comme nous qu'il était nécessaire que les questions du camarade Séjourné fussent posées. Le fait qu'elles émanent d'un militant de leur organisation n'influe en rien leur valeur, d'autant plus qu'elles venaient appuyer les critiques générales faites au mouvement J.E.U.N.E.S., à cette même place, par notre camarade Ridel.

C'est pourquoi nous aurions aimé que les camarades J.E.U.N.E.S. fassent la plus large part dans leur réponse, non à l'irrégularité de la présentation mais à la substance des questions auxquelles nous-mêmes n'avons pas un mot à changer.

La présentation est une formalité statutaire ou disciplinaire tandis que les questions de Séjourné accrochent les plus vastes problèmes, que ni les J. E. U. N. E. S. ni la J. A. C. ne peuvent passer sous silence, et dans la généralité desquels nos organisations et nos journaux ne sont que des tribunes et des systèmes, avec des échanges inévitables et des confusions nécessaires.

Quant au fait que le camarade Séjourné soit nouveau venu parmi les J.E.U.N.E.S. et au mouvement révolutionnaire, cela n'est pas une raison. Les J.E.U.N.E.S. ne pratiquent certainement pas l'exclusivisme des bonzes, des pontifes et des vieilles barbes. Un nouveau venu a droit à la libre discussion. On ne lui demande, avec sa bonne foi et son énergie, qu'un cerveau dont l'analyse soit compatible avec la délivrance d'une carte de l'organisation. Le droit de s'exprimer sur les lois, ce qu'on croit la vérité, ne se mesure pas ensuite au volume des timbres, mais à la clarté de la révolutionnaire.

Nous ne pensons pas que la « jeunesse » du camarade Séjourné s'applique à sa connaissance de la doctrine des J.E.U.N.E.S. qui répudient l'hermétisme et l'antiquité.

Pour terminer sur le cas Séjourné, nous pensons que ce camarade a eu prendre ses responsabilités vis-à-vis de son organisation avant de s'engager dans un cas aussi sérieux. S'il avait des raisons pour douter de l'accueil que feraient les J.E.U.N.E.S. à ses questions ce n'était pas à l'indiscipline est moins grave que le silence.

Nos camarades J.E.U.N.E.S. le savent bien. Il y a quelques fois de petits scandales et de petites irrégularités qui remuent plus d'idées que de longues discussions en vase clos.

Pour notre part, nous déclarons très net que nous ne sommes pas de ceux qui laissent se noyer l'enfant du voisin avec la raison qu'il ne nous appartient pas.

Les camarades J.E.U.N.E.S. ne voudraient pas dissimuler plus longtemps le nécessaire sous le régulier. Pour notre part nous laisserons la volontiers la polémique stérile. Nous ne désirons pas avoir le dernier mot, mais apporter notre point de vue sur le travail effectué par une organisation qui prétend, comme nous, mener la lutte anticapitaliste. Nous disons simplement que nous sommes mal satisfaits de ses antécédents et qu'elle a négligé la lutte quotidienne, la lutte effective et les positions sans ambages pour des plans édeniques de régénération future.

Il n'est pas si longtemps que les J.E.U.N.E.S. donnent à l'égard du Front Populaire des marques d'indépendance critique. En juin 1936, leur mot d'ordre était aux ouvriers : s'accommoder d'un ordre de la fréquentation réformatrice.

Nous avons dit d'autre part que nous ne croyons pas à l'automatisme des révolutions. Après faillites effectives, des sociétés se survivent et renaissent. La société bourgeoise n'échappe pas à cette règle. Dans maints pays elle se reconstruit. Nous disons que la bourgeoisie est une forme périmée du capitalisme. Elle renait, en Russie, à travers l'autocratie stalinienne, autre liquidation incomplète et avertie qui s'essaye à une synthèse sanglante du régime bourgeois et du socialisme d'Etat.

Nous ne croyons pas à l'inévitable succession des régimes capitalistes. Nous savons que le régime capitaliste est mort. Les J.E.U.N.E.S. l'ont fort bien démontré. Mais nous croyons qu'automatiquement la mort du capitalisme privé signifie la naissance du capitalisme d'Etat (fascisme ou dictature socialiste) que du monde de la liberté. Il faut un effort surprenant pour atteindre cette pensée que la centralisation est de plus en plus la possession de quelques-uns et devenir le bien de tous sans une lutte effroyable et une préparation achevée.

A cette préparation, ni moralement ni politiquement le Front populaire ne nous invite. Le Front populaire c'est la facilité des solutions bénignes. La révolution constructive, c'est au contraire l'effort physique et moral qui refuse d'aller où le mène l'évolution aveugle du monde capitaliste dont personne ne peut dire si elle ne nous mène pas à l'abîme.

L'étude, la démolition littéraire d'un régime est bien. La préparation aux actes est mieux. Dire : le régime capitaliste porte la guerre, c'est bien. Lutter contre la guerre, contre sa préparation et son armée, c'est mieux.

Dire : l'usine aux ouvriers, c'est bien. Dire sans réticence ce qu'on pense des chefs socialistes qui la leur enlèvent serait mieux.

Un code du travail c'est bien, mais une pensée, une morale et une action de travailleur, de travailleur sans illusion, d'ouvrier révolutionnaire sont mieux.

Les camarades J.E.U.N.E.S. nous diront qu'ils savent tout cela. Aussi nous ne voulons avoir vis-à-vis d'eux qu'un seul mérite : celui de les obliger à rappeler qu'ils sont tout cela, à le croire.

Et alors un militant d'équipe n'aura plus à cocher ses « non résolus » comme il est dit dans la mise au point des camarades. Pour qu'on sache que ces questions sont résolues, il faut leur leur solution bien haut.

Il faut mettre le doigt sur la trahison socialiste.

communisme, sur l'ignoble marché du Front Populaire.

Il faut dénoncer stalinisme et réformisme qui colonisent les syndicats (des embryons du monde libre) pour de sales manœuvres politiques. Il faut répudier ces manœuvres.

Il faut se prononcer ouvertement contre les deux ans et la préparation militaire. Il faut dire que quelle position on prendra contre la guerre, mais non pas la guerre en général : tous les hommes de « gauche », radicaux compris, condamnent la guerre. Il faut dire ce qu'on pense de la guerre matérielle qui commence avec l'apposition des affiches de la mobilisation générale. Il faut proposer des solutions franches qui engagent des groupes et des personnes. Il ne faut pas se contenter de raisonnements.

Si un peu partout (et dans ces colonnes sous des formes d'irrégularité statutaire) on « taquine » les camarades J.E.U.N.E.S. de questions qu'on croit « non résolues », c'est peut-être qu'ils ne disent pas assez haut ce qu'ils en pensent.

Les camarades J.E.U.N.E.S. avaient l'occasion de le faire ici, en réponse aux questions précises de Séjourné. Ils ont préféré l'exutoire d'un bulletin intérieur. Nous le regrettons. Des statuts en seront peut-être plus ou moins respectés, mais le même malaise subsistera à l'égard d'une organisation dont les « tenants aboutissants et ligne générale » sont si obscurs qu'un militant de base de l'organisation est obligé de demander à d'autres qu'ils y jettent un peu de clarté.

P. S. — Le bruit court que les camarades J.E.U.N.E.S. seraient décidés à poursuivre le cas Séjourné sur la terrain statutaire et que ce camarade serait sous le coup d'une menace d'exclusion.

Ce n'est évidemment pas une mesure pour la clarification des tenants, aboutissants et ligne générale du mouvement J.E.U.N.E.S.

## NOTRE LIBRAIRIE

### BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine.

Le Salarial, par Kropotkine (suivi de A. Mon Frère le Paysan, par Elisée Reclus).

Anarchisme et Coopération, par Georges Bastien.

La Liberté individuelle, par Edouard Rothen.

Les Prisons, par Pierre Kropotkine.

Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Grifuel.

Francisco Ferrer, Anarchiste.

Propos d'Éducateurs, par Sébastien Faure.

La Liberté, son aspect historique et social, par S. Faure.

L'Orateur Populaire, les sources de l'éloquence, ou devient orateur, conseils aux jeunes, par Sébastien Faure.

L'Anarchie dans l'Évolution Socialiste, par P. Kropotkine.

L'Organisation de la vindicte appelée Justice, par P. Kropotkine.

Réponses aux paroles d'une croyante, par S. Faure.

Le Mariage, le Divorce et l'Union libre, par J. Maréchal.

Parmi nos Pionniers, 26 portraits, 26 pensées, par Albin.

La Question Sociale, position de la question, par S. Faure.

Centralisme et Fédéralisme, par un groupe de syndicalistes.

Elisée Reclus, par Han Ryner.

La Femme Esclave, par René Chaugh, suivi de Dépopulation et Civilisation, par la doctoresse M. Pelletier.

A bas les morts, par Girault (suivi de Le Culte de la charogne).

Les Capitalismes en Guerre, de Brie à la Ruhr, par Rhillon.

L'action anarchiste dans la Révolution, par P. Kropotkine.

Les Incendiaires, par Eugène Vermesch.

L'anarchie et l'Eglise, par Elisée Reclus.

L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par Kropotkine.

Ce que veulent les Anarchistes, par G. Thonnard.

Les Trois Complices, par René Chaugh.

Les propos subversifs de Sébastien Faure : L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkine.

Douze preuves de l'existence de Dieu, par S. Faure.

Evolution et Révolution, par Elisée Reclus.

Aux Jeunes gens, par Pierre Kropotkine.

Entre paysans, par E. Malatesta.

Immoral



## PARIS-BANLIEUE

## PARIS-V\* ET VI\*

Retenez bien ceci : Le groupe des 5 et 6 change de local, le pense que tous les copains du groupe seront présents car votre présence est indispensable. Beaucoup de choses seront discutées pour la bonne marche du groupe. Retenez bien l'adresse : 45, rue Mouffetard, A l'Eglantine, café Vincennes. Les réunions, comme par le passé, ont lieu tous les mardis. Tous les dimanches matin, une librairie est toujours à votre disposition. Vous y trouverez journaux, brochures, inscriptions, chansons révolutionnaires et tout ce qui intéresse la propagande de l'U.A.

Abonnements au « Libertaire », 2, rue Mouffetard, « Au bout du Monde ».

Le Secrétaire.

## ASNIERES

Les événements actuels nécessitent un effort de toutes les bonnes volontés. Il est indispensable de sauver nos camarades de la C.N.T. et de la F.A.I. Il faut donc intensifier l'action déjà entreprise et faire connaître à la grande masse des travailleurs la situation de la révolution sociale espagnole.

Le groupe d'Asnières invite donc tous les anarchistes et sympathisants d'Asnières à se joindre à lui pour grossir notre mouvement révolutionnaire. (Voir convocations à la Vie de l'U.A.)

## LA COURNEUVE

## Réponse au provocateur Tillon

Dans la Vie Populaire de la semaine dernière, journal régional du parti « National communiste », une mise en garde est passée contre notre groupe. Il est évident que les succès remportés par nos dernières réunions, la campagne de débarras de crânes que nous avons entreprise, le nombre de camarades qui comprennent la politique de trahison du P.C. envers le prolétariat et viennent rejoindre nos groupes d'adultes et jeunes. Tous ces faits font que nos réunions sont de plus en plus suivies. Nous ne pouvons que nous féliciter de la mauvaise foi de nos ennemis. Nous colportons dans leur torchon, essayant de faire passer les ans par des fascistes, pour des traîtres ; cela n'est pas toujours aussi facile que certains peuvent le supposer ; aussi dimanche dernier nos braves Nacos envoyèrent la « grosse artillerie » pour provoquer les vendeurs du Libertaire. Ce fut le cumulard Tillon, conseiller général et député qui se chargea de cette triste besogne. Ce vil colonialiste qui n'a pas le courage de venir dans nos réunions apporter son point de vue — s'il en a un — préfère insulter les camarades étrangers. Il trouve certainement plus révolutionnaire de laisser le J.O.C. les membres du P.P.F. et P.S.F. développer leur propagande et de briser l'alliance des jeunes ouvriers contre les 2 ans. Mais les anarchistes ne sont pas les disciples de Gandhi et sauront à l'occasion montrer à ce budgetaire, provocateur connu aussi bien à Aubervilliers qu'à La Courneuve, que la chaussette à deux points n'est pas le mouvement social. C'est réitérer ses provocations. — Le Groupe.

## STAINS

Le rassemblement populaire organisait un meeting au gymnase municipal le vendredi 8 courant à la même heure que notre belle manifestation de la Mutualité à Paris où nos orateurs ont si bien dénoncés tous les crimes que les stalins et les membres du P.P.F. et P.S.F. développent leur propagande et de briser l'alliance des jeunes ouvriers contre les 2 ans. Mais les anarchistes ne sont pas les disciples de Gandhi et sauront à l'occasion montrer à ce budgetaire, provocateur connu aussi bien à Aubervilliers qu'à La Courneuve, que la chaussette à deux points n'est pas le mouvement social. C'est réitérer ses provocations. — Le Groupe.

A bon entendre salut. — Le Groupe.

Mais là n'est pas le sujet qui nous fait intervenir à l'occasion de ce meeting. Trois orateurs dépendant du parti stalinien éprouveront le besoin ou auront reçu l'ordre de salir tout ce qui n'est pas sous la gouverne de ce parti et surtout les anarchistes. Plus que jamais nous déclinons et nous refusons de nous reconnaître en ces orateurs pas autrement surpris — c'est le fameux Bordas de la région nord de Paris. Il a bien profité, abusé même que les ans avaient préféré la Mutualité à l'infestée salle du gymnase et à la promiscuité des quelques dizaines de gueuleards habitués.

Il a notament déclaré que si c'était être un provocateur que de déclarer qu'il n'était pas possible d'appliquer le programme du front populaire dans la forme politique qui nous régit actuellement, eh bien ! ils se reconnaissent être un provocateur.

Continuons bolcheviques de mon cœur et vous aurez créé sous peu le rassemblement impopulaire.

C'est peut-être le but que vous poursuivez.

Le Groupe Libertaire.

## VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Ils sont rigolos, les nacos

La foire électorale bat son plein, et nos nationaux communistes déclenchent une campagne d'effronterie pour capter la confiance des bonnes poires. Devant des électeurs ouvriers, ils promettent de déposséder la bourgeoisie et de ne plus lui laisser que « les yeux pour pleurer » (!) en face des petits commerçants, ils deviennent les champions de la propriété, et ils envoient des lettres de condoléances au curé pour leurs diocésains de la nation française qui ont brisé le crucifix sur la place de l'église. Dans la concurrence acharnée que se livrent les candidats sur le trottoir électoral, nos nacos sont passés maîtres et, pour eux, la relapse au client-électeur n'a plus de secrets.

Quelques copains s'étaient rendus à une réunion de quartier organisée par les nacos. L'un d'eux eut posé à Janin quelques questions embarrassantes, à propos, notamment, de la position de son parti lors de la dévaluation, et en ce qui concerne le service militaire de deux ans. Pas de réponse. Un autre demanda à ce « milicien » d'opérer de parler, puisqu'il revenait d'Espagne des réalisations accomplies par les anarchistes. Encore pas de réponse. Enfin, un autre camarade voulut savoir quelle serait l'attitude du P.C. si les ouvriers passaient à l'action directe et occupaient de nouveau les usines avec l'intention d'y rester. Toujours pas de réponse. Notre spirituel Don Quichotte se contenta courtoisement de dire qu'il n'avait pas le temps de combiner les moulins à vent anarchistes. Dame ! Quant on se prépare à bombarder la forteresse capitaliste à coups de bulletins de vote !

Ne vous y trompez pas, camarades. Ces politiciens font toujours des sortes de promesses, à deux catégories de gens : au peuple, ils promettent tout ce qu'on voudra ; une fois au pouvoir, autant en emporte le vent. A la bourgeoisie, ils promettent la paix sociale, et lui garantissent la docilité de la classe exploitée. Il n'est que de se remémorer leur trousse intensive de la révolution qui grondait dans les usines en juin 36, et la trahison de l'Hotel Matignon, pour comprendre que ces dernières promesses sont toujours ponctuellement tenues.

Ils parlent beaucoup d'unité politique, les nacos. Les socialistes n'ont pourtant pas oublié les campagnes ignobles menées jadis contre

leurs militants, traités de social-fascistes, d'agents de la tour pointue, etc. Ils n'ont pas oublié non plus les odieuses campagnes de diffamation de « l'Enchaîné du Nord », sous la plume du frère Florimond, contre Mine Salengro, et l'issue tragique de cette infamie. Mais si cette unité dans l'opportunisme se réalisait, tous les ouvriers sincèrement révolutionnaires viendraient se grouper autour de l'Union Anarchiste et de son organe « le Libertaire », qui tend de plus en plus à devenir le seul journal révolutionnaire de langue française.

Le Groupe.

## VOIX DE PROVINCE

## AMIENS

## Appel à la solidarité

Le gouvernement dit de front populaire, le plus réactionnaire de tous ceux qui se sont succédés jusqu'à présent, a pris l'initiative de refouler tous les espagnols, fermes, vieillards et enfants qui avaient commis le crime de se réfugier en France, ceci pour échapper aux sévices des hordes de Franco et fuir la mitraille.

Dans la fièvre des élections cantonales, aucune protestation n'a été faite. Le moment avait été réellement choisi pour exécuter une œuvre aussi inhumaine.

Le Groupe Anarchiste d'Amiens s'est ému de cette décision et fait appel aux abonnés et lecteurs du « Libertaire » d'Amiens et des environs afin que leur générosité et leur solidarité s'affirment une fois de plus.

Que ceux qui peuvent héberger et nourrir des réfugiés espagnols de la C.N.T.-F.A.I. viennent se faire inscrire à la réunion du groupe qui se tiendra mercredi à 20 h. 30, salle du premier étage de l'Union Coopérative, 52, rue de Beauvais, à Amiens. Nous ferons le nécessaire auprès des pouvoirs publics. A l'avance merci.

Ch. Legry.

## AVIGNON

Le Groupe d'Etudes Sociales dont le siège est Bar Avignonnais, rue Carnot, est fondé. Les réunions ont lieu tous les lundis à 20 h. 30. Un pressant appel est fait aux libertaires et sympathisants avignonnais ainsi qu'aux camarades des localités avoisinantes. Une chaque semaine convocations dans la vie de l'U. A.

## COMMENTRY

Salaires de famine à la municipalité

Nous avons relaté au numéro 550 du « Libertaire » les salaires payés par la municipalité S.F.I.O. de notre ville. Nous pensions que M. le maire, Isidore Thivrier, le fils du célèbre « député en blouse », aujourd'hui millionnaire, aurait compris qu'un salaire journalier de 25 fr. à notre époque ne peut suffire pour faire vivre un travailleur. Eh bien non. Maintenant, c'est la morte-saison, alors les travailleurs de la ville ne font plus que 15 jours de travail par mois pour un salaire de 250 fr.

Qu'en pensent les amis à Zidore le chéri des révolutionnaires qui défendent le capitalisme Isidore Thivrier ? Ouvrier, voilà le résultat de votre bulletin de vote ! et pourtant cette fois, vous aviez voté rouge ! Mais le rouge a pâli.

Le groupe anarchiste.

## VILLEURBANNE

Camarades, retenez bien : qu'au profit des hôpitaux espagnols antifascistes, la J.A.C. organise un grand bal, avec brillant orchestre, le samedi 23 octobre, à 20 h. 30, à la maison Carrée, après le pont de Cusset (Transvaal). Venez nombreux avec vos amis et amies ; tombola américaine, attractions, et allocation de notre camarade Maurice Gésbron.

## Réunions et Conférences de la semaine

## Jeudi 14 Octobre

J. A. C. XX\* arr., à 20 h. 30, salle Georges, 40, rue de Belleville.

## REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

CONTRE LA GUERRE ET LES 2 ANS

Orateur : André Langlois.

## XIX\* ARRONDISSEMENT, à la Chope du Combat, 2, rue de Meaux (Métro Combat).

## OU VA LE FRONT POPULAIRE

Orateur : Douteau.

## Vendredi 15 Octobre

GOUSSAINVILLE J. A. C., à 20 h. 30, salle Gouët, à la Ferme des Noues.

## REUNION PUBLIQUE

OU VA LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE

Orateurs : Ringear, Servant, Alban.

## AULNAY-SOUS-BOIS, à 20 h. 30, salle Fravelle, avenue Jeanne-d'Arc.

## GRANDE REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

LES MENEES STALINIENNES EN ESPAGNE

Orateurs : Frémont, Coudry, Aurèle Patroini, Gérard Leretour.

## A Bagnaux, chez Ouvrier, Café Tabac, 106, Rue de Paris, à 20 h. 30.

## REUNION PUBLIQUE

LE FRONT POPULAIRE NOUS A TROMPES

Orateurs : Ringear, Barzangette.

## Communications diverses

♦ L'auteur de *Cœur de Barcelone*, le livre si intéressant et si compréhensif dont nous avons parlé d'ailleurs dans le Lib. D. E. Kaminsky, portera de son livre demain jeudi 14 octobre à 20 h. 30, au Faubourg, Salle des Sociétés Savantes, rue Serpente.

♦ Oran. — S'adresser au Centre de Divulgation Sociale, 12, rue de la Mosquée.

♦ Le Groupe des Espérantistes d'Asnières invite tous les camarades désirant apprendre le péranto à se mettre en rapport avec Leclerc, 201, rue du Ménil.

## VÉRITÉS SUR L'U. R. S. S.

## Le témoignage de Kléber Legay

Les lecteurs du « Libertaire » se souviennent des discussions qui surgirent lors du retour de la délégation des militants de la Fédération des Mineurs.

Les révélations de Kléber Legay notamment firent dresser les cheveux aux « ligards » et — à cette époque le vent étant à l'Unité — la polémique ne dépassa pas la région du Nord grâce à quelques mesures que prit la S.F.I.O. dans le but de limiter les dégâts.

Le groupe, « Les Amis de la Vérité sur l'U.R.S.S. » vient d'éditer (1) sous forme de brochure à bon marché de 50 p. (1,50) le rapport complet de K. Legay au Conseil National des Mineurs. On n'y trouve ni diagrammes, ni statistiques, ni termes boursouflés, ni oris d'extase, ni insultes. Mais on peut y lire — écrit par un militant qui connaît à fond la mine et le travail du mineur — une foule d'appréciations, de comparaisons, de constatations faites lors de la visite des charbonnages soviétiques.

Et l'on comprend aisément pourquoi nos 100 % se sont ingéniés à ce que ce rapport ne fût pas diffusé largement dans toute la France.

Voici un des passages révélateurs de cette brochure :

Au retour, nous fûmes invités à visiter le sanatorium de l'armée rouge à Sotchi.

Une merveille de construction, un palace très remarquable...

Le responsable du Parti auprès de l'armée nous reçoit. Il nous indique que la construction de la maison fut décidée à la demande de Vorochilov.

La dépense fut couverte par un prêt-à-mat de 10 % sur les emprunts d'Etat.

La main-d'œuvre occupée à sa construction fut composée des femmes de paysans et des paysans eux-mêmes, qui enlevèrent avant de commencer à bâtir 500 000 mètres cubes de terre.

L'établissement comprend sept bâtiments, dont un bâtiment central, comprenant restaurant, buvette, salle de danse, et différentes salles de jeux.

Le tout décoré richement, je peux même dire très luxueusement.

De chaque côté, trois autres bâtiments d'égales dimensions à trois étages chacun, avec aérarium et solarium.

Au premier étage, trois lits par chambre ; au deuxième étage, deux lits ; et au troisième étage, un lit par chambre.

Chacun des bâtiments est très bien aménagé, rien n'y manque, le confort en tous points. Quel contraste avec le bâtiment des mineurs !

Un personnel innombrable. Aussi constatons-nous une tenue irréprochable.

La visite terminée, nous passons à la salle de danse, pas pour y danser, pour interroger d'abord, et pour être à notre tour par les officiers de tout grade qui, quelques instants après, notre arrivée, empiètent la salle avec de jolies femmes dont la tenue, l'allure, est en contraste extraordinaire avec celles que nous avons vues jusqu'à maintenant.

Elles ressemblent aux mondaines de notre pays capitaliste, nous sommes là en plein dans l'aristocratie nouvelle et cela n'empêche que l'on se donne du tonnerre à pleine bouche.

Notre interrogatoire commence, nous nous adressons à l'homme du Parti dans l'armée.

1<sup>re</sup> question : Quelles sont les personnes admises dans cet établissement ? Réponse : Tous les officiers à partir du grade de lieutenant.

2<sup>e</sup> question : Est-ce que tout ce monde se compose de personnes malades ? Réponse : Non, la préférence trait aux malades, mais ceux qui ne le sont pas peuvent venir ici se reposer pendant un mois.

3<sup>e</sup> question : Comment peut-on être admis ici et à quelles conditions ? Réponse : Un officier fait connaître son désir de venir ici, on lui répond selon les disponibilités. Il y est admis avec ou sans sa femme s'il le désire, et gratuitement, le chemin de fer étant gratuit aussi.

Remarque : Les mineurs qui gagnent plus de 200 roubles par mois paient une partie ou la totalité de leur chemin de fer.

4<sup>e</sup> question : Comment sont nourries les personnes admises ? Réponse : Il y a cinq repas par jour, le dernier servi à minuit dans la chambre. Chacun des repas comporte 40 plats au choix.

5<sup>e</sup> question : Pourquoi cette différence : 3 lits par chambre, 2 lits et 1 lit selon l'étage ? Réponse : Cela dépend du mérite, de la qualité, mais on tient aussi compte du désir d'être isolé ou en compagnie, exprimé par ceux qui sont malades.

6<sup>e</sup> question : Avez-vous des sanatoria de ce genre pour les sous-officiers, les caporaux, les soldats ? Réponse textuelle : Ils n'ont pas besoin de cela. S'il s'en trouve, ils deviennent malades. Ils sont soignés dans leur circonscription militaire.

Si on ne parvient pas à les guérir, on les renvoie chez eux, où ils sont soignés au complet des assurances sociales.

Après cela, nous sommes fixés sur la disparition des classes. Et là s'arrêtent nos questions ; nous subissons à notre tour l'interrogatoire de ces messieurs.

Rappelons que les « Amis de la Vérité sur l'U.R.S.S. » ont édité une série d'autres brochures — notamment — et cela constitue un plaisant rappel des anciennes positions — celle qui reproduit un article de Herriot (aujourd'hui ami de l'U.R.S.S.) au moment du procès des Industriels — les textes et les documents relatifs à la peine de mort en Union soviétique, etc. En résumé, une documentation précise, objective, irréfutable, c'est-à-dire un réquisitoire contre l'actuel régime qui sévit en Russie.

(1) En vente au « Lib. ».

## SYNDICAT UNIFIE DES FROTTEURS-NETTOYEURS DE LA R. P.

Assemblée générale statutaire lundi 14 octobre à 15 heures, salle Ferrer, Bourse du Travail. Tous présents.

Le Bureau.

## NOTE DE LA REDACTION

Pour gagner de la place les secrétaires de Groupes sont priés de ne mentionner dans les convocations que le JOUR, L'HEURE, LE LIEU, et s'il y a lieu le sujet de la réunion.

COMMUNISME ADMINISTRATIF. — Réunion de la C. A. le lundi 14 octobre, à 20 h. 30. La présence de tous les membres est indispensable. Ordre du jour très important.

FEDERATION PARISIENNE. — C. I. de la Fédération samedi 16 octobre. Tous les groupes doivent y être représentés.

1<sup>er</sup> et 11<sup>e</sup>. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 10, rue du Roule.

11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, Café de l'Homme armé, 44, rue des Archives.

12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup>. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 10, rue Mouffetard, à l'Eglantine.

13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 9 heures, au Cadet, rue Cadet.

14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup>. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 23, rue Esquirol, au local. Permanence tous les dimanches matin.

15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup>. — Tous les vendredis au café Papillon, 136, rue de Vanves, à 21 heures.

16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup>. — Tous les mardis, à 21 heures chez Ornel, 117, rue Saint-Charles.

17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup>. — Tous les mardis, à 20 h. 30, chez Moulineux, à Billancourt.

18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup>. — Tous les lundis, à 20 h. 30, avenue de la Chapelle.

19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup>. — Tous les mardis à 21 heures au « Sans-Souci », 100, rue Ordener.

20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup>. — Tous les lundis, à 21 heures, au Petit Trou.

21<sup>e</sup> et 22<sup>e</sup>. — Tous les mardis, chez Lejeune, 67, rue de Ménilmontant.

22<sup>e</sup> et 23<sup>e</sup>. — Tous les lundis, à 20 h. 30, 30, avenue de la Chapelle.

23<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup>. — Tous les mardis, à 21 heures, au Café Goulette, 41, avenue du Bois-de-Boulogne.

24<sup>e</sup> et 25<sup>e</sup>. — Tous les lundis, à 21 heures, au Café du Centre, chez Mévoise.

25<sup>e</sup> et 26<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 9 h. 125 bis, rue de la gare au fond de la cour à droite.

26<sup>e</sup> et 27<sup>e</sup>. — Tous les vendredis à 20 h. 30, rue Saint-Denis.

27<sup>e</sup> et 28<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

28<sup>e</sup> et 29<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

29<sup>e</sup> et 30<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

30<sup>e</sup> et 31<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

31<sup>e</sup> et 1<sup>er</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

21<sup>e</sup> et 22<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

22<sup>e</sup> et 23<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

23<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

24<sup>e</sup> et 25<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

25<sup>e</sup> et 26<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

26<sup>e</sup> et 27<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

27<sup>e</sup> et 28<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

28<sup>e</sup> et 29<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

29<sup>e</sup> et 30<sup>e</sup>. — Tous les lundis à 20 h. 30, 30, rue Saint-Denis.

30<sup>e</sup> et 31<sup>e</sup>



L'arbitrage rogne toujours plus les avantages conquis en juin.

Les dirigeants syndicaux qui en dénoncent aujourd'hui la duperie n'en sont-ils pas les premiers responsables, par leurs appels au calme et à la "dignité" ?

## Les beautés de l'arbitrage obligatoire

Licenciements arbitraires, rajustements de salaires, violation des contrats collectifs font l'objet d'arbitrages dont la procédure compliquée, la mauvaise foi patronale et la complicité des arbitres éternisent à plaisir la solution.

Citons quelques exemples après tant d'autres :  
Maison Mimard, Manufacture d'Armes et Cycles de Saint-Etienne, 1.800 ouvriers en grève depuis 70 jours pour application d'une convention collective et rajustement de salaires ;  
Tuilerie Glardon à Corbeil, 220 ouvriers lock outés depuis 90 jours pour avoir refusé de récupérer le 14 juillet.

Après trois mois d'attente, la sentence arbitrale du conflit des Magasins Réunis vient d'être rendue. De même celle du conflit de « La Soie », après quatre mois. La Chambre syndicale des employés en est aujourd'hui à réclamer l'application de la sentence.

Enfin, l'Union syndicale de la Métallurgie de la Seine, représentant 250.000 ouvriers avait déposé au début de juillet une demande de rajustement de salaire de 12 % après une demande de rajustement de 10 % déposée en mars qui n'avait pas abouti. Elle attend encore la réponse.

Les organisations ouvrières du Bâtiment attendent, elles aussi, qu'un arbitrage soit rendu sur leur demande de rajustement des salaires et l'augmentation des allocations familiales déposée depuis le 7 juin.

Protestant contre ces lenteurs, la Commission Exécutive de l'Union des Syndicats de la région parisienne déclare « QUE SI DES FAITS DE CE GENRE DEVAIENT SE REPETER, CETTE PROCEDURE SAVERAIT COMME UNE VÉRITABLE DUPEURIE » ; que leur fait-il donc de plus à ces responsables syndicaux qui, depuis un an que dure l'expérience, assistent impatients à tant d'échecs répétés, pour s'apercevoir que la faillite de cette procédure est aujourd'hui largement consommée.

Il nous serait facile aujourd'hui de triompher, nous qui bien avant son application avions mis en garde les travailleurs contre la duperie de l'arbitrage.

Il faudra bien, s'ils ne veulent plus se voir arracher un à un les avantages acquis que les travailleurs, passant au besoin par-dessus les freins de tout acabit, qu'ils reviennent à la seule méthode qui leur a procuré des résultats tangibles : L'ACTION DIRECTE.

# Le libertaire syndicaliste

## Il faut préparer les nouvelles conventions collectives

Plus rien ne s'oppose à leur discussion.

On pouvait craindre que les élections cantonales — si elles avaient été ce que certains espéraient — soient le motif d'une nouvelle « reconduction ». Tout paraissait dépendre du résultat de ces élections.

Dans le Métallo, Timbaut n'hésite pas à écrire que les patrons de la Simca ont poussé leurs ouvriers au conflit, dans le but de saboter les élections !

La farce est terminée. Le P.C.F., malgré ses cris de victoire, a subi un échec complet. Les électeurs, cependant habitués à se nourrir de boniments — ont hésité devant ces millepattes multiformes. Ils ont reculé devant ce visage tantôt rouge et tantôt tricolore, international et patriote. Ils ont reculé devant toutes ces pattes tendues, aux socialistes et aux catholiques, aux radicaux et aux V. N., pattes tendues à droite et à gauche, devant et derrière. Cela n'a du reste aucune importance. Eux ou d'autres, il n'y a rien de changé. Mais il est probable qu'ayant été battu et ne pouvant plus espérer prendre la direction du pays par la voie électorale, le P.C.F. va s'employer à prendre la direction du mouvement syndical pour le faire servir à ses buts politiques ! Dans quel sens agira-t-il ? Nous n'en savons rien.

Peut-être voudra-t-il, par l'intermédiaire de ses dirigeants syndicaux, se servir des conventions collectives pour redorer son blason.

Nous ne le permettrons pas.

Les conventions doivent être renouvelées, parce qu'elles ne correspondent plus aux besoins actuels. Elles doivent être faites pour les ouvriers. Elles doivent être discutées par les ouvriers.

Il y a une convention des techniciens et agents

de maîtrise. Il faut nous en inspirer. Trois semaines de congé, jours de fêtes payés, maladies payées, périodes militaires payées, nous devons également l'exiger. Il n'y a aucune raison, pour

### PROCÉDÉS DE FASCISME

## Les provocateurs staliniens à l'œuvre

De différents côtés on nous signale des incidents qui démontrent que des ordres ont été donnés aux celluliers communistes pour procéder à l'élimination physique des syndicalistes qui, dans les usines et sur les chantiers, osent se dresser contre la politique d'asservissement tracée par les cumulards staliniens.

C'est ainsi que plusieurs de nos camarades ont été provoqués au cours de leur travail par

de tristes sires en service commandé qui cherchaient à leur faire supporter les responsabilités de la bagarre afin d'attirer sur eux la répression patronale.

Jusqu'à ce jour, grâce à leur attitude énergique et à leur sang-froid, les camarades en butte à ces ignobles procédés ont réussi à éviter que ces incidents ne s'aggravent mais ils tiennent des maintenant à situer les responsabilités et à prévenir les véritables instigateurs de ces violences qu'ils sauront se souvenir d'eux si l'inévitable se produit.

Quant aux pauvres bougres qui se font leurs instruments serviles, qu'ils réfléchissent qu'il y a une autre besogne à accomplir que celle d'attaquer brutalement des militants qui ont fait leurs preuves dans la lutte revendicative et dont le seul tort est de persévérer quand d'autres tournent le dos à leur passé révolutionnaire.

Le mouvement ouvrier ne peut mettre ses destins entre les mains d'un super-arbitre choisi dans la totalité des cas dans la haute bourgeoisie ou la magistrature.

Il faut tout cela. Il faut bien d'autres choses. Mais ce qu'il faut surtout c'est que les ouvriers, dans leurs réunions, qu'ils soient ou non sollicités par les directions syndicales, discutent des conventions, et imposent leur manière de voir. Les conventions seront ce que les ouvriers voudront qu'elles soient.

A eux d'œuvrer pour qu'elles soient favorables.

CAM.

## Les syndicats et les réfugiés espagnols

Les réfugiés espagnols sont bannis de France ; par trains entiers ils sont dirigés vers la frontière et les gardes mobiles, impassibles, veillent à ce qu'à la dernière minute quelque famille affolée ne tente d'échapper au refoulement. Déjà dans plusieurs numéros du « Libertaire », des camarades de province avaient décrit le triste sort réservé aux réfugiés, logés dans des conditions épouvantables, demi-nus, livrés aux bons soins des préfets du Front Populaire qui les confiaient à des exploitiers dépourvus de scrupules, ils étaient traités en parias.

Mais, enfin, ils étaient à l'abri des bombes. Le morceau de pain que leur jetaient les capitalistes de France permit une charge trop lourde aux ministres socialistes et radicaux. La campagne contre les étrangers menée par les staliniens au cri de : « La France aux Français » prépara un état d'esprit favorable au refoulement des réfugiés.

Marx Dormoy argua d'abord de troubles qui se seraient produits en certains endroits. Il s'agissait de protestations de réfugiés exaspérés par les conditions pénibles de vie qui leur étaient faites. Le ministre socialiste décida d'appliquer un châtiment général et de refouler femmes, enfants et vieillards vers la guerre civile.

Mais les gouvernements de la France hospitalière usèrent encore d'un autre prétexte. Toujours le même, Dormoy mentit en assurant que l'hébergement des réfugiés coûtait un million par jour. Or de tous les centres d'hébergement on signala que les frais quotidiens s'élevaient à 5 fr. Comme il y a 55.000 réfugiés en France, calculez donc la capacité de mensonge du ministre socialiste !

Jamais encore un acte aussi odieux n'avait été enregistré au cours des années précédentes. Pendant la guerre mondiale des centaines de milliers de combattants avaient été accueillis en Hollande et en Suisse ; malgré le blocus et la guerre sous-marine créaient d'énormes difficultés de ravitaillement, les gouvernements les plus réactionnaires n'osaient envisager de renvoyer des civils à la boucherie des fronts. Il faut pour cela connaître l'avènement d'un gouvernement de Front Populaire.

Evidemment les grands intellectuels, les grands écrivains n'eurent pas un mot pour protester contre cette persécution. Ah certes, ils ont tous d'excellentes intentions ; rien n'est plus typique à cet égard que l'article de Magdeleine Paz, dans le « Populaire » du 11 octobre 1937. Ils peuvent s'attendre sur leur propre bonté soulignant qu'ils soutiennent une ou deux existences enfantines ; ils peuvent pousser à la bienfaisance, mais ils sont incapables d'exiger la justice. Cela dérangera leurs intérêts de parti, car cela créerait des difficultés au Front Populaire.

Mais qu'on fait les syndicats ? Là aussi une différenciation très nette s'est opérée ; les dirigeants n'ont rien dit, ni écrit. Par contre de toutes parts, mais surtout de province les protestations ont afflué. Des assemblées générales, des comités syndicaux, des unions locales, de vastes meetings comme celui des fonctionnaires, les résolutions pleuvent protestant contre le décret de refoulement.

Les bonzes ont dû sortir de leur sommeil. Buisson au nom de la C. G. T. est parti en délégation auprès du gouvernement ; mais il n'ose point réclamer l'abolition pure et simple du décret scélérat ; il ne put que mander un délai sérieux pour le refoulement.

Il appartient aux libéraux d'élargir la protestation spontanée des militants du rang ; ne laissez passer aucune occasion : assemblées d'usines, réunions de comités, presse syndicale pour démasquer cette turpitude du Front Populaire. Tachons d'obtenir de la C. G. T. une protestation massive contre le principe même du refoulement, défendons l'idée de puiser des ressources dans les grands revenus, les hauts traitements, les crédits de défense nationale pour réaliser l'œuvre de paix qu'est la protection des réfugiés espagnols. En faisant cela nous ne remplissons qu'une minime partie de notre devoir envers ceux qui sont partis aux fronts de la guerre civile espérant que la solidarité internationale ouvrière saurait prouver son existence envers leur famille.

N. JULIOT.

P. S. — Voici la modification subie : au lieu de bannir, etc., rappellent à l'ordre tous les responsables syndicaux, appointés, du syndicat d'Argenteuil à la Fédération des métaux, etc. À noter que pour 650 ouvriers et ouvrières nous ne disposons que d'un seul projet de convention.

N. LENOIR.

## Dans les boîtes et sur les chantiers

### CHEZ GNOME ET RHONE (Kellermann)

L'on peut affirmer après la réunion de la section syndicale de l'atelier Vlebequin cylindres du samedi 2 octobre, que les camarades de cette section ont compris ; malgré la manœuvre de Léveillé, venant placer son intervention au moment précis où les copains allaient se prononcer sur la nécessité de faire confiance au secrétaire de cette section qui avait eu le courage de poser sa démission parce qu'il se refusait à défendre des mots d'ordre qui ne répondent plus aux desiderata de notre corporation, ces camarades avaient compris que la direction du syndicat et de la Fédération commencent à les laisser de l'action toujours repoussée et qu'il fallait maintenant trouver une autre formule pour leur faire entendre que l'heure des réalisations n'était pas encore venue. L'offensive patronale et gouvernementale pour nos dirigeants ne s'est pas encore assez affirmée pour que l'on envisage une action concrète, mais les copains sentent bien que nous sommes au bord du précipice. Seulement certains camarades encore influencés par leurs dirigeants politiques (du reste il y avait un réunion de cellule la veille et le matin même) n'ont pas compris la nécessité de se débarrasser de la sacro sainte discipline qui les fait s'enliser dans un rôle qui porte le plus grand tort à la classe ouvrière. Ce qui fait que dans cette réunion, nous pouvions dire sans prétention que la majorité des ouvriers pensaient comme nous mais par peur des représailles n'ont pu affirmer leurs sentiments. A ces camarades, nous disons que quand toutes les menaces patronales et gouvernementales dues à la carence de nos dirigeants syndicaux et de la Fédération seront des faits accomplis, alors peut-être se libéreront-ils d'une tutelle néfaste à l'action revendicatrice et à la libération de la classe ouvrière.

Un groupe de minoritaires.

### CHEZ PANHARD ET LEVASSOR

Dans cette boîte tout est régulier dans toutes les questions « Solidarité, Syndicat, Education Ouvrière, diffusion des Journaux ». Que nos camarades en jugent.

Pour des camarades en lutte contre le patronat il faut l'assentiment du Comité, mais pour soutenir les braves nacos aux élections cantonales, les listes de souscription courent dans toute l'usine, l'on s'adresse même aux étrangers. Tant pis pour la « France aux Français ».

Pour le syndicat et les journaux penser autre que national-communiste, c'est risquer les pires provocations de la part des séides à Thorez (ateliers BY, Ponderie, outillage). Que les affiches de l'U. A. apposées devant l'usine pour le meeting de vendredi à la Mutualité pour soutenir nos camarades espagnols n'aient pas plu, cela va de soi, mais nous prévenons le pauvre couillon de B.A. qui les a déchirées que nous pourrions prendre la manche du bal de son délégué de cellule, pour lui apprendre à respecter les slogans de son parti. « Liberté d'opinions ».

Mais vous, camarades, vous laissez-vous brimer et conduire par des politiciens qui n'aspirent qu'à une chose : prendre la place dans la fromagerie. Dans toutes vos réunions d'ateliers demandez le respect de la Charte d'Amiens : votre mot d'ordre, doit être : « Tout pour le Syndicat, par le Syndicat ».

### A LA CAMS A SARTROUVILLE

Situation ambiguë dans cette boîte, où existe encore le travail aux pièces, sous forme déguisée (bonis attribués à la tête par Messieurs les chefs d'ateliers). Des déplacements plus ou moins normaux sont faits avec l'assentiment

des délégués. En plus, le régime des heures supplémentaires est accepté à titre soit-disant exceptionnel, aux machines à bois, catégorie de travailleurs des plus touchées par le chômage. Une petite conduite à ces inconscients, par les chômeurs de cette profession, aurait peut-être un effet salutaire.

Il est profondément regrettable que la Fédération des Métaux (Aviation) tolère et favorise le chômage par le sabotage des 40 heures.

Un des matériaux de construction.

### A LA S.E.C.M. (AVIONS AMIOT)

La grève des techniciens

Cette firme n'est pas précisément dans la manche du Ministère de l'Air. Une sourde hostilité l'oppose depuis longtemps à celui-ci, hostilité politique très probablement, qui s'est souvent manifestée dans les faits : non-nationalisation de l'usine, travail au ralenti, etc. Qui a tort ? Qui a raison ? Cela nécessiterait une étude spéciale ; la question essentielle, pour nous, ouvriers, est de savoir si nous ferons longtemps les frais de cette guerrilla.

Les choses se sont brusquement envenimées ces jours-ci. Les techniciens, qui devaient être payés le 30 septembre, ne le furent pas. La Direction n'ayant, paraît-il, pas l'argent nécessaire pour assurer leur paye. Ils patientèrent quelques jours, puis, enfin, lassés d'attendre, arrêteront le travail le mardi 5 octobre ; la paye des ouvriers tombant le jeudi 7, ceux-ci s'émurent à leur tour et voulurent savoir s'ils seraient payés.

Ici, comme dans la plupart des maisons d'aviation, la Section syndicale est entre les mains des nacos, qui s'en sont emparé par des manœuvres plus ou moins propres. Les responsables professent une sainte horreur pour la grève ; ils frémissent à la pensée qu'elle pourrait éclater un jour, car les pauvres ont à rendre des comptes à leurs supérieurs syndicaux, qui eux, ne veulent à aucun prix de mouvement ouvrier. Aussi, dès le premier moment, s'empressèrent-ils de mettre les ouvriers en garde contre le geste des techniciens et de sortir cet argument éculé : « Se mettre en grève ! mais, voyons, n'est-ce pas faire le jeu du patron ; celui-ci veut embaucher le Front populaire, c'est clair ; alors, camarades, pour déjouer ces plans machiavéliques, restons calmes, etc., etc. » Un pauvre type alla jusqu'à dire aux techniciens qu'ils se lançaient dans un mouvement inconsidéré (voyez-vous ça, s'arrêter de travailler parce qu'on ne vous paye pas ! en voilà un prétexte).

Malgré ces exhortations, l'effervescence continuait et, à la réunion des délégués, un camarade ayant posé cette question au secrétaire : « Que ferons-nous si nous ne sommes pas payés demain ? », celui-ci répondit : « Nous ferons ce que décideront les ouvriers. »

Marquons le mercredi 6 octobre d'une croix blanche, c'est la première fois que nous secrétons prononce des paroles aussi catégoriquement syndicalistes. Est-ce que les peaux de saucisson commencent à se décoller ?

Une réunion eut lieu le soir, et là, nos nacos, qui n'en menaient pas large, se voyant déjà débordés par les ouvriers mécontents qui parlaient d'occuper l'usine, reprirent du poil de la bête, car une nouvelle rassurante venait de nous parvenir : la paye était assurée pour le vendredi 8. Le mouvement des techniciens prenait fin et les ouvriers, satisfaits, abandonnaient leurs projets.

Ouf ! tout est bien qui finit bien ; nos nacos ont eu bien chaud. Les voici de nouveau raglards. Pour combien de temps ?

Chéry.

### A LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE GARDY A ARGENTEUIL

Le vendredi 1<sup>er</sup> octobre, à une réunion de l'équipe de 6 à 14 heures, nous avons eu à examiner le texte de la nouvelle convention collective nationale ou plutôt du projet.

De nombreux camarades intervinrent dans la discussion qui suivit, ainsi que le fis moi-même. De nombreuses remarques, suggestions et contre-propositions furent faites, car ce projet de convention, contient des choses excellentes et des choses monstrueuses.

C'est ainsi qu'il prévoit une différence d'au moins 20 % entre le salaire à l'heure et le salaire aux pièces... Est-il besoin de dire que le personnel fut unanime à repousser cette exaltation du « stakhanovisme » ou de la « super-rationalisation ». Il en fut de même à une autre réunion générale du personnel qui eut lieu le jeudi 7 octobre, pour l'équipe normale, et où je fis présenter par un camarade, ne pouvant être présent moi-même, ce soir-là la résolution suivante :

« Les ouvriers et ouvrières, etc., réunis pour entendre la lecture du projet de convention collective nationale, et au cours de la même réunion mandatés des délégués au « Conseil central du syndicat des métaux d'Argenteuil », qui doit se réunir le samedi 9 octobre déclarent :

« Le « garde mobile » même s'agit ! Des manifestations ont eu lieu, avec abandon de poste en signe de protestation, aux environs de Paris. Naturellement la presse n'en a soufflé mot.

Voilà les résultats de la politique de confiance vis-à-vis du gouvernement de Front Populaire. Après avoir voté pour les politiciens de gauche, les fonctionnaires se trouvent dans l'obligation d'entrer en lutte contre ces mêmes politiciens.

Le « garde mobile » même s'agit ! Des manifestations ont eu lieu, avec abandon de poste en signe de protestation, aux environs de Paris. Naturellement la presse n'en a soufflé mot.

Voilà les résultats de la politique de confiance vis-à-vis du gouvernement de Front Populaire. Après avoir voté pour les politiciens de gauche, les fonctionnaires se trouvent dans l'obligation d'entrer en lutte contre ces mêmes politiciens.

Le « garde mobile » même s'agit ! Des manifestations ont eu lieu, avec abandon de poste en signe de protestation, aux environs de Paris. Naturellement la presse n'en a soufflé mot.

Voilà les résultats de la politique de confiance vis-à-vis du gouvernement de Front Populaire. Après avoir voté pour les politiciens de gauche, les fonctionnaires se trouvent dans l'obligation d'entrer en lutte contre ces mêmes politiciens.

Le « garde mobile » même s'agit ! Des manifestations ont eu lieu, avec abandon de poste en signe de protestation, aux environs de Paris. Naturellement la presse n'en a soufflé mot.

Voilà les résultats de la politique de confiance vis-à-vis du gouvernement de Front Populaire. Après avoir voté pour les politiciens de gauche, les fonctionnaires se trouvent dans l'obligation d'entrer en lutte contre ces mêmes politiciens.

Le « garde mobile » même s'agit ! Des manifestations ont eu lieu, avec abandon de poste en signe de protestation, aux environs de Paris. Naturellement la presse n'en a soufflé mot.

Voilà les résultats de la politique de confiance vis-à-vis du gouvernement de Front Populaire. Après avoir voté pour les politiciens de gauche, les fonctionnaires se trouvent dans l'obligation d'entrer en lutte contre ces mêmes politiciens.

« Que pour pouvoir être en mesure de mandater des délégués chargés de traduire leur opinion, il leur eût été indispensable de recevoir individuellement et au préalable, un exemplaire du projet de convention, pour pouvoir après étude attentive, présenter le cas échéant, des remarques, des observations, proposer des modifications, etc. »

« S'étant vu qu'il n'a pas été procédé de cette manière surtout en raison de l'importance du document à discuter et des décisions à prendre ;

Pour ces motifs blâment les responsables syndicaux, du secrétaire de section syndicale, au secrétaire général de la fédération des métaux, qui semblent de plus en plus fréquemment, vouloir s'arroger le droit de prendre des décisions sans consultation de la base, mais en s'arrangeant cependant pour donner aux syndiqués l'illusion qu'ils sont consultés, ce qui constitue une escroquerie.

« Leur rappelant qu'ils ne sont pas aux postes qu'ils occupent pour donner des ordres aux syndiqués, mais qu'ils sont au contraire aux ordres des syndiqués ; décident en conséquence de mandater leurs délégués au conseil central pour qu'ils y fassent, entre autres choses, entendre la présente protestation.

Cette résolution fut légèrement modifiée et acceptée ensuite à l'unanimité.

N. JULIOT.

P. S. — Voici la modification subie : au lieu de bannir, etc., rappellent à l'ordre tous les responsables syndicaux, appointés, du syndicat d'Argenteuil à la Fédération des métaux, etc. À noter que pour 650 ouvriers et ouvrières nous ne disposons que d'un seul projet de convention.

N. LENOIR.

# LE MOUVEMENT SYNDICAL

### AU CARTEL DES SERVICES PUBLICS

Il y a du nouveau : les services publics récemment le fait marquant de la semaine, les journaux syndicaux des fonctionnaires et assimilés avaient depuis longtemps accepté la férule gouvernementale.

Les ménagères s'apercevant que le boucher, l'épicier, le boulanger, etc., leur servaient en même temps que les marchandises des augmentations continues et détaillées, une rumeur sourde se forma dans la rue et sur les lieux de travail et il a bien fallu que les dirigeants du Cartel s'en inquiètent.

Le « garde mobile » même s'agit ! Des manifestations ont eu lieu, avec abandon de poste en signe de protestation, aux environs de Paris. Naturellement la presse n'en a soufflé mot.

Voilà les résultats de la politique de confiance vis-à-vis du gouvernement de Front Populaire. Après avoir voté pour les politiciens de gauche, les fonctionnaires se trouvent dans l'obligation d'entrer en lutte contre ces mêmes politiciens.

Le « garde mobile » même s'agit ! Des manifestations ont eu lieu, avec abandon de poste en signe de protestation, aux environs de Paris. Naturellement la presse n'en a soufflé mot.

Voilà les résultats de la politique de confiance vis-à-vis du gouvernement de Front Populaire. Après avoir voté pour les politiciens de gauche, les fonctionnaires se trouvent dans l'obligation d'entrer en lutte contre ces mêmes politiciens.

Voilà les résultats de la politique de confiance vis-à-vis du gouvernement de Front Populaire. Après avoir voté pour les politiciens de gauche, les fonctionnaires se trouvent dans l'obligation d'entrer en lutte contre ces mêmes politiciens.

Mais à mesure que les flots oratoires se déversaient dans l'immense nef, des remous se produisaient, des protestations s'élevaient un peu partout, Fleury des P. T. T. était fixé à son arrivée au pied du micro.

Soudain comme une vague, le cri : « A l'action » déferla.

Sur l'estrade officielle on comprit que le moment était plus aux discours.

Giron prit alors la parole et termina son exposé vachement par les mots : « Si satisfaction ne nous est pas donnée nous envisagerons d'autres moyens d'action qui pourront aller jusqu'à la grève générale des services publics... enfin ! ! !

Le gouvernement doit donner sa réponse entre le 15 et le 20 octobre. Pour le 24 octobre d'autres meetings sont prévus.

Cette fois les travailleurs ne se contenteront plus de crier : « A l'Action » ; ils forceront leurs dirigeants à agir.

Lacarde.

### CHEZ LES CHARPENTIER EN BOIS

Notre dernière assemblée du 9 octobre fut plus animée que la précédente. Quelques camarades se réveillèrent et apportèrent des critiques. C'est ainsi qu'un copain a soulevé la question de la loi de 40 heures avec la retraite des vieux, en citant une résolution parue dans l'« Huma », et qui dit :

« Le conseil syndical, certain de traduire la pensée des 17.000 syndiqués du bassin de Longwy se déclare prêt à accepter une heure de travail par semaine pour assurer la retraite des vieux travailleurs. »

Notre secrétaire déclara que là n'était pas le point de vue des charpentiers. C'est tout à fait notre avis, mais il faut le dire bien haut de façon à ce qu'un jour ces Messieurs ne

nous mettent pas en présence du fait accompli. Mais Grison nous met au courant du travail en cours, la mise sur pied des sections syndicales d'entreprise. Il est à déplorer malheureusement que certaines restent inactives, celle de chez Guyon par exemple.

Enfin, clou de la séance, Lenz nous demande de voter pour le film la « Marseillaise », la somme de 5.000 fr. Pour notre honte, il ne se trouva que quatre opposants à ce projet.

Les charpentiers vont-ils enfin réagir et faire comprendre aux charlatans qu'ils veulent non des discours, mais de l'action, de l'action syndicale avec les moyens qui lui sont propres : lutte de classes, action directe !

Un bois d'bout

### A L'IMPRIMERIE DANGON

On nous communique :

Rectification à un entrefilet paru dans l'« Huma » du 11/10/37.

Le camarade Sayer ex-délégué général du personnel de l'Imprimerie Française (Maison Dangon) outrepassant les droits dévolus par son ancienne fonction a cru devoir nous associer sans consultation préalable, aux condoléances exprimées par lui au journal l'« Huma » à l'occasion du décès d'un collaborateur de cette feuille.

À la réunion du Groupe intersyndical d'atelier, un débat s'est ouvert sur cette initiative extra-syndicale. Un vote a eu lieu et la majorité du G.I.A. les camarades dont les noms suivent ont par leur vote condamné cet excès de pouvoir :

R. Rigaud, délégué typos laurier ; Maillet, délégué correcteur ; Munier, délégué Eric Nouvelle ; Dufour, délégué Aube ; H. Deprelle, délégué linos laurier ; G. Gay, délégué Voce défilant.